

AUS DER
SOZIALER
EXCLUSIOUN

BESCHÄFTIGUNGSINITIATIVEN
THERAPEUTESCH ATELIEREN



OP DEN 1. AARBESCHTSMAART?

Stëmm

Mai 2016 / N°87

vun der Strooss

Editorial

Dëslescht hunn ech mech mat Leit ënnerhalen, déi guer näischt mat der Stëmm vun der Strooss a mam Problem vun der sozialer Exklusioon um Hutt hunn. Ech hunn hinne probéiert de Rôle vum Sozialaarbechter an dësem Milieu méi no ze bréngen an du si mer och op dës Zeitung, déi Dir elo am Grapp hutt, ze schwätze komm. D'Thema ass jo, wéi der um Cover gesitt: „Aus der sozialer Exklusioon, iwwert de Wee vu Beschäftigungsinitiativen oder therapeutesch Atelierien, de Schratt op den 1. Aarbechtsmaart zeréckzefannen“. Ma déi éischt Fro, déi ech gestallt kritt hunn, wor dës: „Wat der Däiwel ass den 1. Aarbechtsmaart, gëtt et dann och en 2.??“ Fir mech wor d'Äntwert op dës Fro evident an ech konnt mer net virstellen, dass et Leit ginn, déi mat dësem Terme näischt kënne ufänken. Dofir hei eng kleng Aleedung an d'Thematik:

1. Aarbechtsmaart

„Den éischten oder den normalen Aarbechtsmaart ass deen Aarbechtsmaart, op deem Aarbechtsverhältnissen bestinn, déi am Ënnerscheed zum zweeten Aarbechtsmaart ouni Mesurë vun der aktiver Aarbechtsmaartpolitik zustan komm sinn.“

2. Aarbechtsmaart

„Den zweeten Aarbechtsmaart ënnerscheet sech vum 1. Aarbechtsmaart doduerch, dass Aarbechtsverhältnissen oder Beschäftigungsverhältnissen bestinn, déi nëmme mat Hëllef vun ëffentleche Mëttelen erhalen oder geschafe kënne ginn. Déi Aarbechtsplaze vum zweeten Aarbechtsmaart géingen ouni d'Mesurë vun der aktiver Aarbechtsmaartpolitik, wéi Aarbechtsbeschafungsmoosnamen oder finanziell Primmen net bestoen. Deene betroffenen Aarbechtslose soll spéider den Iwwergang an den éischten Aarbechtsmaart erméiglecht ginn.“
(Op Lëtzebuerger iwwersat aus dem Duden)
(Duden Wirtschaft von A bis Z: Grundlagenwissen für Schule und Studium, Beruf und Alltag. 5. Aufl. Mannheim: Bibliographisches Institut 2013)

Fir op dës Fro eng Äntwert ze kréien, hu mer eis mat de verschiddensten Akteuren um Terrain an an der Politik ënnerhalen. Ervirzehiewe sief hei den Interview mat der Gesondheitsministesch, Lydia Mutsch, déi fir d'therapeutesch Atelierien zoustänneg ass an den Interview mam Aarbechtsminister Nicolas Schmit, deen d'Veantwortung iwwert d'Konzept vun de Beschäftigungsinitiativen huet.

D'ElKa stellt lech dann nach a kuerze Wieder den „Label Sozial Affair“ vir, a vun der Union luxembourgeoise de l'économie sociale et solidaire (ULESS) krute mer d'Erlaabnes hire Pressecommuniqué an eiser Zeitung ofzedrécken.

Verschidde Memberen aus der Redaktiounsequipe hunn dann och hir eege Meenung opgeschriwwen, par Rapport zur Reintegratioun op den 1. Aarbechtsmaart iwwert déi divers Mesuren, déi de Staat unzëchen huet.

Léif Lieser, ech wënschen lech vill Spaass beim Liesen.

Michel Hoffmann

Que celui ou celle qui sait lire, lise et partage ce journal avec celui ou celle qui n'a pas pu apprendre à lire !

Lieber Leser, teilen und lesen Sie diese Zeitung mit den Menschen, die das Lesen nicht lernen konnten!

AUS DER SOZIALER EXCLUSIOUN OP DEN 1. AARBESCHTSMMAART?

Editorial

- Interview avec Nicolas Schmit
- Sozial Affair
- Die Sozialcharta
- Anspruchslohn und Zumutbarkeit
- Mission Impossible
- Angels Kinokritik
- AIP (Activité d'insertion professionnelle)
- Meng Erfahrungen um Ämtchen
- CIGL Esch/Alzette
- Tagelöhner, op Lëtzebuerger: Doléiner
- ULESS
- Interview mat der Madame Lydia Mutsch
- Interview mam Kielener Atelier
- Interview mam Dr. Arno Bache

Klick

- Info
- Impressum

2
4
6
8
9
10
12
13
14
16
17
18
20
23
26
28
32
32



Rejoignez-nous sur facebook
Join us on facebook
Werde Mitglied auf facebook





Interview

avec Nicolas Schmit,

Ministre du Travail de l'Emploi et l'Economie Sociale et Solidaire

Le ministre du Travail veille à ce que le droit du travail soit respecté et ceci par l'intermédiaire de l'ITM, à savoir l'Inspection du Travail et des Mines. Une autre attribution c'est de créer des instruments afin de faire baisser le nombre de chômeurs. Le dernier volet c'est d'organiser l'économie solidaire et sociale. Cette dernière a pour objet de produire des biens et services au profit de la société et de former les demandeurs d'emploi à certaines tâches.

A la fin des années 90, les initiatives de travail ont été créées (Rumelange (CIGL), le Forum pour l'emploi et Proactif. Depuis, de nombreuses autres initiatives sociales ont été mises en place au niveau régional et local. A côté de ces initiatives sociales, il existe 5 autres centres conventionnés avec le ministère du travail, de l'emploi et de l'économie sociale et solidaire (COSP asbl, femmes en détresse asbl (NAXI), RTPH asbl, « Initiative Rëm schaffen », Zarabina).

Ces initiatives sont ouvertes à toutes les personnes ayant des difficultés à être intégrées dans le marché de travail pour des raisons de qualification ou sociales. Il faut savoir que pour avoir accès à un emploi dans une telle initiative, il faut être inscrit auprès de l'ADEM et présenter une carte d'assignation émise par un plauteur. La durée maximale est de 2 ans et ceci pour éviter qu'une personne s'y installe de façon définitive ou qu'on leur assigne des tâches inutiles qui n'aboutissent à rien juste dans l'optique de les employer. Le but est plutôt d'initier les demandeurs d'emploi dans différents métiers en leur donnant une structure journalière ou le cas échéant une aide psycho-sociale. Certaines personnes doivent

d'abord passer par un Centre d'orientation socio-professionnelle (COSP) pour une évaluation de leurs compétences et de leurs besoins d'encadrement. En 2015, les frais engagés à profit de ces initiatives sociales s'élevaient à 70,50 millions d'euros.

Pour les initiatives sociales la plupart des participants ont un niveau de formation inférieur (57%), 41% des participants sont dans la tranche d'âge 40+. Tous ces facteurs ne facilitent pas forcément la recherche d'un emploi sur le premier marché de l'emploi. Pour la nationalité des participants, les Luxem-

bourgeois accusent un taux de 44% et les hommes sont majoritaires à 74% dans l'ensemble de la population concernée.

D'après la définition du Bureau International du Travail, une personne n'est plus considérée comme chômeur si elle travaille pendant un certain nombre d'heures par mois. Pour cette raison, les personnes qui travaillent dans une initiative sociale ou comme CAE ou CIE ne sont pas considérées comme étant des chômeurs au sens de la définition, ces gens-là travaillent. Ils ne figurent donc pas dans les chiffres officiels du chômage mais sont repris dans une rubrique spécifique aux mesures en faveur de l'emploi. Même si certaines personnes estiment que les initiatives sociales sont conçues pour réduire le taux de chômage pour embellir les statistiques, il ne faut pas oublier que l'objectif principal c'est de guider ces travailleurs en vue d'une affectation sur le premier marché de l'emploi sous forme de CDD ou CDI.

La motivation d'accepter une telle mesure est évidente, car par le chômage prolongé le demandeur d'emploi perd une grande partie de ses capacités professionnelles et de ses compétences sociales. Pour les jeunes en CIE ou CAE, le remboursement pour le patron s'élève à 50 ou 75% du salaire pendant un an. Il existe l'aide au réemploi qui fonctionne comme suit : par exemple si on avait un salaire de 4000 euros auparavant, et que maintenant j'aie un salaire de 2800 euros, le reste est payé, sous certaines conditions, en tant qu'aide au réemploi jusqu'à hauteur d'un certain plafond. Ceci étant intéressant plutôt pour le salarié, mais également pour le patron qui en profite.

Pour les IS (2), l'Etat paie : le salaire minimum non-qualifié pour le demandeur d'emploi et le double pour les encadrants (1 encadrant pour 5 demandeurs d'emploi) ainsi qu'une partie des frais de fonctionnement en raison de 5% de la masse salariale totale. Après l'IS, il n'y a que la prise en charge par l'Etat en cas d'une mesure en faveur de l'emploi.

Le chômeur a tout intérêt à accepter une mesure sociale ou un emploi moins bien rémunéré car les capacités des demandeurs d'emplois se perdent en cas de chômage prolongé. Pour favoriser la sortie du chômage, l'ADEM peut accorder des aides dites au « réemploi », i.e. la différence entre le chômage et le nouvel emploi est comblée, sous certaines conditions, par cette prime et ceci jusqu'à un certain plafond. Même si la durée d'accompagnement maximale auprès d'une initiative sociale est fixée à 24 mois, la moyenne est de 15,4 mois. 44% des personnes travaillent entre 19-24 mois. Ceci étant largement dépendant du profil des demandeurs d'emploi.

De quels avantages dispose un patron qui engage un chômeur ? Pour les personnes de plus de 45 ans, une mesure a été introduite pour que le demandeur d'emploi puisse être engagé à l'essai pendant 3 à 6 semaines suivant son niveau de qualification. Pendant cette période, le patron et le chômeur peuvent voir si le chômeur convient au patron et vice versa. Pendant un an, le patron peut être remboursé jusqu'à concurrence de la moitié du salaire minimum et les charges sociales si le candidat a dépassé l'âge de 45 ans. Dans certains cas l'Etat peut également prendre en charge les frais de formation.

Dans les premiers mois qui suivent immédiatement la sortie de l'IS, 26,3 % trouvent un emploi, soit un CDI (16,8%), ou un CDD (9,5%), (chiffres pour les personnes entrées en IS en 2009 et 2010), 50,6% retournent au chômage sans aucune mesure, 11,1% bénéficient d'une autre mesure que l'initiative sociale dont 8,1% qui sont en emploi subventionné dans le secteur privé et 12% deviennent inactifs. Mais 56,7% réussissent à trouver un emploi dans les 2 années qui ont suivi l'IS. Dans les 2 années qui suivent la sortie de l'IS, si on considère qu'une insertion professionnelle est réussie dès lors que les personnes sont en emploi la totalité ou la majorité des 2 ans qui suivent leur sortie de l'IS, on compte 30,3% de bénéficiaires dont 20,9 % qui ont été majoritairement dans l'emploi, tandis que 9,4% ont passé la totalité de ce temps dans l'emploi. Mais il existe également une proportion importante qui ne s'intègre pas dans le monde professionnel (54,9 %), 34% restent majoritairement au chômage durant les 2 années qui suivent l'IS et 20,9% sans discontinuité. 15,3 % des bénéficiaires ne s'insèrent également pas dans le monde professionnel puisqu'ils connaissent majoritairement (12,4%) voire toujours l'inactivité (2,9%) après la sortie de l'IS.

La garantie-jeunesse est une initiative issue de la volonté européenne qu'à chaque jeune il doit être proposé un emploi, un apprentissage ou un retour aux études. Depuis le lancement du programme au Luxembourg, 7482 demandeurs d'emploi de moins de 25 ans se sont inscrits à l'Adem. Depuis le lancement du programme en juin 2014 jusqu'en mars 2016, 5108 personnes n'ont pas abandonné le programme. Parmi eux, 4211 personnes ont reçu une offre de qualité (comme un apprentissage, un emploi ou voire la possibilité de poursuivre leurs études). Parmi ces derniers, la plupart (2985) ont reçu une offre de qualité endéans les 4 premiers mois d'inscription. Les autres (826) personnes entre 4 et 6 mois d'inscription, entre 6 et 9 mois d'inscription 270 personnes, entre 10 et 12 mois d'inscription 108 personnes et en plus de 12 mois d'inscription 22 personnes. Sur les personnes qui n'ont pas encore reçu une offre de qualité 444 ont quitté le programme et 453 sont toujours à l'Adem et bénéficient

d'un encadrement qui devrait aboutir à une mesure de qualité dans un laps de temps raisonnable.

La durée d'accompagnement auprès d'une initiative sociale est de 24 mois et ceci selon la convention de collaboration. Pour la période de 2009 et 2012 dans une IS, la durée moyenne est de 15,5 mois. 44% des candidats affichent une durée de 19 à 24 mois. Les durées sont généralement fonction du profil des demandeurs d'emploi. En résumé, les IS devraient être destinées à rendre possible l'accès des demandeurs d'emploi à un poste de travail au premier marché de l'emploi. Un autre problème c'est les AIP(3), c'est-à-dire les travailleurs engagés dans le cadre d'une mesure d'insertion (RMG). Concernant cette population, des discussions sont en cours avec le Ministère de la Famille et le SNAS pour voir comment les personnes qui nécessitent un encadrement plus spécifique peuvent être prises en charge sur des activités, ensemble avec les communes et avec des structures à compétences adaptées, pour leur offrir à plus long terme un parcours qui les amène vers un emploi stable.

Est-ce que le salarié sortant d'une IS bénéficie d'un CDD ou d'un CDI ? En fait, les deux sont possibles suivant le patron, ou le candidat ou le secteur. 16,5 qui sont sortis d'une IS ont reçu un CDI, d'autres 10 % un CDD. Certains secteurs, notamment le bâtiment, ont recouru plutôt au CDD, bien que le CDD ne soit pas très avantageux s'il s'agit d'obtenir un prêt par exemple ou de trouver un logement.

En dernier lieu, vu la digitalisation de notre économie, les travailleurs doivent être de plus en plus flexibles. Certaines formes de relation de travail risquent de pousser les travailleurs vers une sorte de précarité (journaliers, « ubérisation », intérim). Bien que le phénomène des journaliers ou « Tagelöhner » n'existe pas officiellement dans la législation actuelle, la flexibilité se ressent sous certaines formes et il faut veiller à ce que cette flexibilité ne se fasse pas au



détriment de la sécurité : le chauffeur de taxi qui doit travailler pendant 12 heures par jour, ou qui est payé en fonction des courses qu'il fait. Il existe en effet un danger que ce dernier soit exploité par un système qui risque, si toléré, de faire mal à notre système social prôné. Cependant, l'intérim est tout à fait légal. Il faut donc veiller à ce que le droit du travail soit respecté à la lettre. Les travailleurs intérimaires ont de toute façon droit aux mêmes conditions que les autres travailleurs et au moins au salaire social minimum.

Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'économie solidaire, merci pour cette interview et pour les informations fournies.

JM

- 1 CAE contrat d'appui-emploi
CIE Contrat d'initiation à l'emploi
- 2) IS initiative sociale
- 3) AIP Assistant d'insertion professionnelle

Sozial Affair



„Sozial Affair“ ist ein wohltätiger Verein, der sich für die Menschen in schwierigen Lebenssituationen einsetzt. Dazu gehören Langzeitarbeitslose, Menschen mit psychischen und/oder physischen Behinderungen, junge Menschen ohne Schulabschluss und Immigranten. Es sind die sozial Ausgeschlossene, die nicht in der Lage sind, ihr Leben selbständig wieder in Ordnung zu bringen.

Um diesen Menschen zu helfen, haben sich im Jahr 2007 sieben Organisationen aus dem sozialen und gesundheitlichen Sektor zusammengeschlossen und eine Sozialcharta gegründet. Fünf Jahre nach ihrer Entstehung konnte die Organisation schon 11 Mitglieder zählen, welche gemeinsam die „Sozial Affair“ a.s.b.l. gegründet haben. Die Schaffung eines „sozialen Labels“, unter welchem Produkte hergestellt und Dienstleistungen angeboten werden, hat es erlaubt, viele Arbeitsplätze für diejenigen Menschen zu kreieren, die sie am meisten brauchen.

Die 11 Mitglieder von Sozial Affair



ATP steht stellvertretend für „Verein zur Unterstützung von Menschen mit Psychosen durch therapeutische Arbeit“. ATP besitzt vier unterschiedliche Werkstätten: Schierener Atelier in Schieren, Haff Ditzesbaach in Ettelbruck, Eilenger Konschtwierk in Ehlange sur Mess und Kielener Atelier in Kehlen. Durch die Herstellung unterschiedlicher Produkte und die Bereitstellung diverser Dienstleistungen, verfolgt ATP eine sozio-professionelle Wiedereingliederung der Menschen mit psychiatrischen Erkrankungen. Dies durch die Schaffung von günstigen Arbeits- und Lebensbedingungen.



Das **CIRP-Aarbechtshëllef** und **CIRP-Jongenheim** sind Zentren für professionelle Wiedereingliederung, welche einen sozio-pädagogischen Bezugsrahmen bereitstellen, der ein Arbeitsumfeld schafft in dem Menschen neue berufliche Perspektiven entwickeln können. Das Ziel des CIRP ist eine Wiedereingliederung junger Menschen auf dem ersten Arbeitsmarkt.



CNDS (Comité National de Défense Sociale)

Seit seiner Gründung im Jahr 1967, ist das CNDS ein wichtiger Akteur im luxemburgischen Sozialsektor. Durch die Schaffung eines breiten Dienstleistungsangebotes setzt sich das CNDS für marginalisierte Gruppen ein und unterstützt Menschen in unterschiedlichen Lebensbereichen.

Nei Aarbecht, Vollekskichen oder Services de l'Entraide sind nur drei Beispiele des breiten Angebots des CNDS.



Co-labor ist eine Arbeitsgenossenschaft, die sich seit 1983 für eine berufliche Wiedereingliederung von Menschen einsetzt. Dabei versteht sich Co-labor als wirtschaftliches Unternehmen, das vor allem im Bereich der Gartenarbeit und -pflege sowie im Obst- und Gemüseanbau tätig ist. In den Jahren seiner Existenz, konnte sich das Unternehmen stets an die Bedürfnisse ihrer Klienten anpassen und damit gleichzeitig Angebote für Privatpersonen, Gemeinden und Unternehmen ausbauen.

Als Wiedereingliederungsmaßnahme ermöglicht Co-labor seinen Mitarbeitern sozio-pädagogische Hilfen, Weiterbildungen und eine handwerkliche Lehre, die dank eines multidisziplinären Teams realisiert werden kann.



Das **Forum pour l'emploi** versteht sich als Beschäftigungsinitiative, die 1998 ins Leben gerufen wurde, um der wachsenden Arbeitslosigkeit Rechnung zu tragen.

Durch den Erwerb praxisnaher Berufserfahrungen verbunden mit einem Weiterbildungsangebot, versucht das „Forum“ die Beschäftigungsfähigkeit seiner Mitarbeiter zu verbessern, um ihre beruflichen Chancen auf dem freien Arbeitsmarkt zu erhöhen. Seit der Gründung konnte das Forum pour l'emploi seine Dienstleistungsangebote stetig erweitern. Mittlerweile ist das Forum auf die Größe eines mittleren Unternehmens gewachsen und beschäftigt rund 500 Menschen. Die Angebote reichen von Garten- und Haushaltsarbeiten, über Schreinerarbeiten hin zu Transportmöglichkeiten „auf Abruf“.



ProActif wurde 1998 auf Basis einer Gewerkschaftsinitiative ins Leben gerufen und versteht sich seitdem als Arbeitsbeschaffungsmaßnahme. Geographisch gesehen ist ProActif in unterschiedlichen Teilen Luxemburgs aktiv, mit Fokus auf die südlichen und zentralen Regionen. Die Initiative ist auf unterschiedlichen Gebieten aktiv, und bietet Aktivitäten sowohl in Bereichen des Baus, der Gartenarbeit, oder Schreinerei an, als auch in der Kinderbetreuung, der Restauration oder der Seniorenarbeit. Menschen die bei ProActif arbeiten erhalten neben einem Angebot an Weiterbildungen auch sozio-pädagogische Hilfe.



Défi-job – als halboffenes Gefängnis der Strafvollzugsanstalt Givenich – verfolgt das Ziel durch Aktivitäten wie Garten-, Schreiner- oder Bauarbeiten, eine soziale und berufliche Wiedereingliederung von ehemaligen Gefangenen vorzubereiten. Im Jahr 2008 hat der Verein ein eigenes Label für die eigens in Givenich hergestellten Designproduktpalette kreiert, die den Namen „Jailbird“ trägt. Durch dieses Label soll für den Käufer sichtbar werden, was und wer hinter der Produktherstellung steckt und wofür der Name steht.



Yolande COOP versteht sich als Kooperative, die in unterschiedlichen Werkstätten Menschen mit einer geistigen Behinderung beschäftigt. Zu der Produktpalette von Yolande COOP gehören sowohl die Herstellung von Brot- und Backwaren, als auch die Realisierung von Seifenprodukten. Daneben bietet die Kooperative sowohl einen Restaurant- und Cateringservice an, als auch die Bearbeitung von Mailingaufträgen (Druckaufträge, Visitenkarten, etc.). Durch die Beschäftigung bei der Yolande COOP erfahren die Menschen mit geistiger Behinderung eine soziale und professionelle Integration.



COOP 300 ist die Arbeitsgenossenschaft des Trägervereins „Tricentenaire“ und verfolgt das Ziel der professionellen Beschäftigung von Menschen mit geistigen und/ oder physischen Behinderungen. Die COOP300 gliedert sich in drei große Arbeitsbereiche: die ChocolaTRI (Schokoladenherstellung), das TRIprint (Digitaldruck), die PrestaTRI (Dienstleistungen für Unternehmen und Outsourcing-Arbeit).



COOPERATIONS versteht sich als soziokulturelles Unternehmen mit einem weiten Spektrum von Aktivitäten, dessen Schwerpunkt auf sozialer, beruflicher und kultureller Partizipation sowie künstlerischer Praxis liegt. Somit versteht sich COOPERATIONS als kultureller, sozialer und edukativer Dienstleistungsanbieter und als ein Akteur der Regionalentwicklung. Die Synergien innerhalb des Aktivitätenspektrums sollen den Nutzern von COOPERATIONS neue Möglichkeiten geben, sich am sozialen und beruflichen Leben zu beteiligen.

Quelle: <http://www.sozialaffair.lu>

Die Sozialcharta

Die Sozialcharta wird von jedem Mitglied von „Sozial Affair“ unterzeichnet. Damit verpflichtet sich das Mitglied der dauerhaften Einhaltung dieser Grundsätze:

Nicht jeder Mensch hat die vom Arbeitsmarkt geforderten Fähigkeiten, aber **„Jede Person hat das Recht, zu arbeiten, ...“** Art.15 Charta der Grundrechter der Europäischen Union.

„Jeder, der arbeitet, hat das Recht auf gerechte und befriedigende Entlohnung, die ihm und seiner Familie eine der menschlichen Würde entsprechende Existenz sichert, ...“ Art. 23 Allgemeine Erklärung der Menschenrechte.

Die Mitglieder setzen sich für folgende Ziele ein:

- Risikoverringung von Langzeitarbeitslosigkeit und Verhinderung sozialer Ausgrenzung
- Förderung der Integration der Menschen durch Unterstützungsleistungen bei der Arbeitssuche, sowie Schaffung angemessener Projekte und Bereitstellung integrationsfördernder Strukturen.
- Entwicklung der beruflichen Fähigkeiten der Personen, bei gleichzeitigem Respekt ihrer besonderen Bedürfnisse und Förderung ihrer sozialen und kulturellen Kompetenzen
- Organisation gemeinnütziger Arbeiten, ohne dabei bestehende Angebote zu verdrängen
- Unterstützung Langzeitarbeitsloser gegen soziale Ausgrenzung und Isolierung
- Herstellung von Qualitätsprodukten, die die Fähigkeiten der Person respektieren und für eine nachhaltige Entwicklung stehen
- Sicherstellen der Transparenz und Rückverfolgbarkeit des Produktions- resp. Transformationsprozesses
- Einhaltung von Qualitätsstandards bei der Produktherstellung und/ oder bei der Produkttransformation
- Respekt vor der Würde der Person, durch die Schaffung angemessener und der Fähigkeiten der Person entsprechender Arbeitsbedingungen
- Sicherstellen der Wiederanlagen finanzieller Ressourcen
- Schaffung dauerhafter/ unbefristeter bezahlter Arbeitsplätze nach geltenden gesetzlichen Standards

Die Mittel

- Schaffung eines „sozialen Labels“ durch die Mitglieder, welches für die Produkte und Dienstleistungen steht
- Zertifizierung des Labels durch eine neutrale Stelle
- Konsolidierung der Mitglieder unter einen Dachverband
- Identifikation potentieller neuer Mitglieder und Aktionen zur Vergrößerung des Netzwerkes
- Entwicklung gemeinsamer Marketing Strategien.

Quelle: <http://www.sozialaffair.lu>

eLka

Anspruchslohn und Zumutbarkeit

Ein komisches Wort? Mitnichten. Es ist der Lohn, zu welchem jemand gerade noch bereit ist, seine Arbeitskraft zu verkaufen; man geht davon aus, dass die Freizeit ein wirtschaftliches Gut darstellt. Der Arbeitnehmer wägt also ab, ob er zu einem bestimmten Gehalt arbeiten soll, oder ob er sich für mehr oder weniger Freizeit entscheidet.

Das Problem ist ziemlich komplex. Bekommt ein gerade arbeitslos gewordener Arbeiter beispielsweise 80 Prozent von seinem letzten Lohn, ist er wenig geneigt, eine Arbeit anzunehmen welche nicht wenigstens zwanzig bis fünfzig Prozent mehr einbringt. In Luxemburg machen es die Arbeitsämter den „Chômeurs“ vielleicht zu einfach. Es gibt das Kriterium der „zumutbaren Beschäftigung“. Dies zu definieren fällt meist sehr schwer. Soll ein stellungsloser Handwerker auch zu einfachen Tätigkeiten herangezogen werden können? Warum nicht, sagt beispielsweise Peter Pappenheimer, ein ausgewiesener Arbeitsmarktexperte. Die Franzosen sprechen von „emploi approprié“. Hierbei geht es weniger um Zumutung, sondern ob der Kandidat imstande ist, die Arbeit zu verrichten. Alles nur Theorie? Vielleicht. Doch manchmal erlebt man im Arbeitsamt absurde Geschichten: Frau H. bekam einen Vermittlungsschein: Bitte stellen Sie sich bei der Firma XY vor. Dies tat die Frau auch. Jedoch hatte sie eine perfekte Strategie in petto. Herr Blindauge führte das Vorstellungsgespräch und fragte die Dame nach ihren Qualifikationen und sonstigen Fähigkeiten. Dies ging gehörig daneben. Sie überreichte dem Personalchef ihre Bewerbungsmappe nebst Krankenakte. Während des Vorstellungsgesprächs sprach sie fast nur von Rückenproblemen und ihren psychischen Belastungen. Sie bekam die Stelle natürlich nicht. Ob es Absicht war, oder schlechter Wille, ist nur schwer zu fassen. Doch das Fazit: wer sich geschickt genug anstellt, braucht nicht zu arbeiten. Ganz „legal“. Die Frau in diesem Beispiel kam mit einem Verweis davon. Dies ändert nichts daran, dass sie möglicherweise eine Drückebergerin ist.

Es gibt noch andere Strategien: unter 3000 Euro netto arbeite ich nicht, dies ist mein Anspruchslohn. Oder man schreibt eine Bewerbung absichtlich mit Rechtschreibfehlern: „Bettenburg oder Frangfurt...“, der Phantasie sind keine Grenzen gesetzt. In einigen Fällen kommt es aber doch zu Sanktionen seitens des Arbeitsamtes, aber nur allzu selten.

Unabhängig von diesen Beispielen ist es angesichts der Lage auf dem Arbeitsmarkt nur sehr schwer, einen Arbeitsplatz zu ergattern, die Konkurrenz ist riesengroß. Man braucht keine Strategie zu entwickeln, es warten 100 Kandidaten auf eine Stelle. Jeder kann sich seine eigene Wahrscheinlichkeit auf eine Festanstellung selbst ausrechnen. Schöne neue Arbeitswelt.

JM



Mission Impossible

Ich mag den Ausdruck „obdachlos“ nicht, weil ich finde, dass der Ausdruck auf mich nicht zutrifft. Ich lebe auf der Straße, aber ich verstehe mich nicht als obdachlos.

Ich mag auch den englischen Begriff „homeless“ nicht. Ich bezeichne mich als „traveller (englisch), voyageur (französisch), viajero (spanisch), viajante (portugiesisch)“.

Lange Zeit hab ich nicht gewusst, was eigentlich die Übersetzung von „Traveller“ ins Deutsche ist, bis ich es dann zufällig in einer Obdachlosen-Zeitung die Bezeichnung „Wanderer“ gefunden habe. Ich war ganz schockiert als ich gelesen habe, dass im Dritten Reich Menschen wie ich verhaftet wurden und zu Arbeitslagern verurteilt wurden, weil sie als arbeitsscheu galten. Es gab sogar eine Fahndungsliste, die mit Sicherheit dort erstellt wurde, wo man auch heute noch hingehet, um eine warme Mahlzeit und eine warme Dusche zu bekommen. Viele waren gerade mal ein bisschen älter als zwanzig. Solche Zeiten kommen hoffentlich nie wieder.

Heute Morgen musste ich lachen, weil ich rausgefunden habe, dass die Übersetzung von „Wanderer“ zurück ins Französische lautet: „migrant“.

Deutschland ist ein schönes Land aus der Distanz, aber wenn man dort eine Zeit lang lebt fängt man an, die Probleme zu sehen. Dann bemerkt man, dass es bestimmt kein Paradies ist. Vor mehr als zehn Jahren hatte ich den starken Wunsch, Deutschland zu verlassen und woanders in Europa zu leben. Ich wollte in einem anderen Land leben, weil ich während meiner Jugend schlechte Erfahrungen (unter anderem) mit der deutschen Verwaltung hatte. Ich werde in Deutschland mit Sicherheit nicht glücklich; soviel ist sicher! Ich komme nicht mit dem deutschen Lebensstil zurecht. Viele Deutsche gehen – auf der Suche nach einem besseren Leben – in den Süden, zum Beispiel nach Spanien. Aber nur auf Mallorca leben mehr als hundert Deutsche auf der Straße und die Dunkelziffer in ganz Spanien ist viel höher. Ich bin mir eigentlich ziemlich sicher, dass jeder Reisende/Wanderer irgendwann so endet. Es ist nur eine Frage der Zeit und wie viel Glück man zwischendurch noch hat. Es hängt noch von dem familiären Hintergrund ab, von Verhältnissen, aus denen der Mensch kommt.

Ich habe meine Ausbildung fertig gemacht, habe dann noch ein bisschen studiert und als ich 29 Jahre alt war fuhr ich zum ersten Mal nach Großbritannien. Auch wenn es schwer gewesen und beruflich eine totale Katastrophe war, habe ich die Entscheidung bis heute nicht bereut. Meine Ausbildung wurde in Großbritannien nicht anerkannt, weil es am College keine entsprechende Richtung gibt, also musste ich mein Geld als Reinigungskraft verdienen.

Europäische Integration, die europaweit jetzt schon seit über zehn Jahren nicht funktioniert.

Als es in Großbritannien nicht so einfach gewesen ist, wie ich mir das vorgestellt hatte, wollte ich dann nochmal woanders versuchen. Warum nicht in Spanien? Aber wenn man die Landessprache in einem EU-Land nicht beherrscht, dann ist es natürlich viel schwerer Arbeit zu finden.

Aus diesem Grund habe ich damals ungefähr zwanzig Hilfsorganisationen kontaktiert, die mich als freiwilliger Helfer ins Ausland mitnehmen könnten. Meistens war ich für die Stellen entweder schon zu alt (ich war erst Anfang Dreißig!), hatte nicht die Voraussetzungen, oder es gab einfach zu viele Bewerber.

Die einzige Möglichkeit als freiwilliger Helfer nach Spanien zu gehen bot mir die Woofing International Organisation an und mit dieser bin ich dann nach Spanien. Die Unterbringung in der ersten Nacht war so schlecht, dass jeder normale Mensch am nächsten Tag seine Sachen gepackt hätte. Tatsächlich bin ich dann aber das ganze Jahr in Spanien geblieben und wir hatten auch eine schöne Zeit.

Zurück in Großbritannien habe ich auch dort ein Jahr als freiwilliger Helfer gearbeitet. Als mir das Geld knapp wurde, bin ich zur nächsten Stadt gefahren, hab mir ein Zelt gekauft und nach Arbeit gesucht. Bis dorthin habe ich geglaubt, dass mein Abenteuer im Zelt nur ein paar Wochen dauern würde. Leider waren in Großbritannien die Mieten so hoch, dass ich ganze sechs Monate im Zelt übernachtet musste. Die Arbeit habe ich damals auch gleich gefunden, nur der Lohn war niedrig. Das war zunächst aber genug im Vergleich zum Jahr vorher, wo hatte ich gar kein Einkommen hatte. Das war dann auch die Zeit, als ich zum ersten Mal ein Zentrum der Obdachlosenhilfe besucht habe; zunächst mal nur, um meine Wäsche zu waschen.

Mit dem Geld was ich gespart habe, bin ich natürlich wieder auf Reisen. Als ich ein halbes Jahr später nach Großbritannien zurückgekommen bin, war ich erst mal wieder ohne Geld.

Ich habe geglaubt, dass solange ich keine Alkohol- oder Drogenprobleme habe, wird sich für mich alles zum Guten wenden – es wäre nur eine Frage der Zeit. Damit habe ich mich aber enorm verschätzt. Die Vorurteile gegen die Menschen auf der Straße sind riesig. Ein Teil dieser Vorurteile entsprechen leider der Wahrheit, was es so schwierig macht, sie los zu werden. Das Leben auf der Straße ist etwas, dass man – aus welchem Grund auch immer – irgendwann anfängt und aus dem man ohne fremde Hilfe dann schwer wieder rauskommt.

Sonst ist es eigentlich nicht mehr so schlimm, besonders mit der Hilfe, die es heute gibt. Zumindest in manchen Regionen von

Europa. Man wird jedoch mit einer Menge Probleme konfrontiert, denen man ansonsten aus dem Weg gegangen wäre.

Nach Luxemburg bin ich von Großbritannien zum ersten Mal im Jahr 2009 für ein paar Wochen gekommen, um hier nach Arbeit zu suchen. Angelockt von einem hohen Mindestlohn und weil man hier auch unter anderem Deutsch spricht. Obwohl man im Stadtzentrum unbedingt Französisch sprechen muss, habe ich schnell Arbeit gefunden und sofort angefangen, Französisch zu lernen. Fünf Jahre später bin ich immer noch nicht fließend in Französisch, weil ich nicht die Möglichkeit hatte, weiter zu lernen. Die Sprachkurse in Luxemburg sind teuer!

Jeder normale Mensch würde sich auf dem Absatz umdrehen und nach Hause gehen; wo immer das ist! Ich bin wahrscheinlich einer der hartnäckigen, die ums Verrecken nicht aufgeben wollen. Zwei Jahre lang habe ich wieder auf der Straße gelebt, bis man mir vor dem Winter 2010 eine Unterkunft gefunden hat. Nach einem halben Jahr ist eine solche Sozialwohnung für einen echten Wanderer wie ein Gefängnis mit einer offenen Tür. Du kannst gehen und draußen bleiben solange du willst, aber du musst halt abends wieder zurück sein. Diese Sozialwohnung habe ich aber im Jahr 2013 verloren, als ich eine für mich recht gut bezahlte Saisonarbeit in den französischen Alpen angenommen habe.

Für die Zukunft würde ich mir wünschen, dass man Menschen, die ihren Rucksack schnüren und in ein anderes Land gehen zumindest drei Sachen anbietet (sonst ist die freie Wahl des Wohnorts in der EU auch nicht wahr):

- **einen Sprachkurs**, um wenigstens die Grundkenntnisse der Landessprache zu erlernen; und das musste vom untersten Zipfel von Portugal/Italien bis zum obersten Zipfel von Norwegen der Fall sein. Diese Sprachkurse sollten durch die EU finanziert werden.
- **eine Arbeitsstelle (dies kann auch zu einem verminderten Solidaritätslohn sein)**. Migranten sollte in ganz Europa eine Arbeitsstelle von mindestens 10 Stunden pro Woche im öffentlichen Dienst angeboten werden, damit sie sich zumindest etwas zu essen kaufen können. Dann hätte man die Sozialrestaurants nicht so sehr gebraucht.
- die Möglichkeit, die eigene **berufliche Qualifizierung des Ursprungslandes** in der neuen Heimat anerkennen zu lassen.

Heutzutage kann man nicht einfach in ein anderes EU-Land gehen und sagen, dass man jetzt hier leben will, wenn man kein Geld hat. Man kann auch mit ein paar tausend Euro Ersparnissen ankommen, aber am Ende kommt es auf das gleiche raus. Wenn man keine Arbeit findet, ist das Geld natürlich früher oder später weg. Meiner Meinung nach ist die ganze EU-Integration elitär: nur wer das nötige Geld hat, kann sich ein Leben in einem anderen Land leisten.

In Lagos im Süden von Portugal, zum Beispiel, gibt es in der Sommer-Saison (so hab ich mir sagen lassen) überraschenderweise sehr viel Arbeit, obwohl in diesem Land die Arbeitslosenquote 13.5% beträgt. Also niemand kann mir erzählen, dass es nicht möglich ist, eine Arbeit zu finden. Man muss halt die Landessprache sprechen können, aber diese zu erlernen dauert Zeit... Wenn sich in Zukunft etwas in Europa zum Besseren ändern sollte,

dann zuerst in Osteuropa. Wenn man heute von Integration spricht, dann meint man meistens die Menschen, die von armen zu reicheren Ländern ziehen. Für Osteuropäer hat man schon bald kein Verständnis mehr. Kaum einer weißt, dass z. B. Rumänien ein attraktives Reiseziel ist. Dort unterrichtet man gerne englisch und deutsch, um den Leuten eine berufliche Weiterentwicklung zu ermöglichen.

Ein Wanderer hat auf Dauer auch keinen Zugang zu dem, was in seinem Ursprungsland selbstverständlich war, zum Beispiel Zugang zur Gesundheitsversorgung. Keine Krankenversicherung – keine Gesundheitsversorgung. Trotzdem ist in Luxembourg einiges immer noch besser, was anderswo schon lange schief geht

Vor zehn Jahren habe ich eine Statistik gelesen, dass 5 % aller EU-Bürger außerhalb ihres Ursprungslandes leben. Heute lese ich in der Zeitung, dass es jetzt nur noch 2.5 % sind. Auch in Luxembourg laut Statistik, mehr als 90 % der Ausländer wieder in ihr Ursprungsland zurückkehren.

Im Prinzip hat niemand nirgends etwas gegen Ausländer. Aber wenn sich die einheimische Bevölkerung benachteiligt fühlt, kommen negative Gefühle auf. Zum Beispiel, wenn Menschen aus einem anderen Land kommen und die Arbeitsplätze wegnehmen, oder wenn sie kommen und auf Staatskosten leben.

Ich glaube, es ist nicht so wichtig wie viele Menschen in einem Land leben wollen. Wenn in Wirklichkeit nur die Gemeinschaft wächst braucht man gleichzeitig auch mehr Bäcker, mehr Straßenbauer, mehr Frisöre, mehr Bauleute usw.



Migration ist also mehr ein Zeichen dafür, dass es in einem Land politisch besser geht als in einem anderen. Für mich mehr eine Frage des Lebensstils, den man haben möchte.

„A nation is a lot of People, who would like to live in the same way“.
„Eine Nation sind viele Menschen, die auf die gleiche Art und Weise leben wollen“.

Wir sind jetzt 28 Nationen in der EU. Das bedeutet, dass wir auch 28 Nationen mit 28 unterschiedlichen Lebensstilen sind.

Wie würdest du den gerne leben? Und wo wäre das dann?

C. R.

Angels

Kinokritik



Critique Colonia Dignidad

Deux amoureux se trouvent au Chili, Lena et Daniel. Lena est hôtesse de l'air et Daniel un opposant au Régime de Pinochet. Un jour, ils doivent fuir, car Daniel a été repéré. Daniel et Lena fuient dans la rue, mais Daniel ne peut s'empêcher de faire des photos. Lui et Lena sont arrêtés et conduits sur un grand terrain. Daniel est reconnu par un homme cagoulé et emmené de force devant les yeux de Lena dans une camionnette avec une croix. Lena qui a été libérée, se renseigne sur la camionnette et à qui elle appartient. Elle apprend que le lieu s'appelle Colonia Dignidad et que c'est une secte. Elle part donc s'enrôler dans la secte pour retrouver Daniel. Que va-t-elle vivre là-bas et va-t-elle retrouver et réussir à fuir avec Daniel. Suspense ...

Un film tiré d'une histoire vraie à voir absolument, mais à éviter aux âmes sensibles. Emma Watson joue à merveille son rôle. Je pense que l'on peut lui retirer l'étiquette Harry Potter. Emma a grandi, pour le plus grand plaisir de ses fans, dont moi.

Critique Deadpool

Deadpool est un anti-héros. Son histoire est une histoire d'amour qui vire à la catastrophe quand il est atteint du cancer du cerveau. Il quitte sa dulcinée pour se faire guérir par mutation. Après avoir traversé de nombreux déboires, il devient le mutant Deadpool, mais la mutation a fait de lui un monstre qu'il cache sous un costume. Il recherche Francis, le seul homme à pouvoir lui rendre son apparence d'avant. Mais en fin de compte, il s'avère que c'est un mensonge. Deadpool a honte de se montrer à sa copine, mais Francis va la kidnapper, pour attirer Deadpool dans un piège. Deadpool va-t-il la sauver et récupérer son amie ? Aller le voir au cinéma.

Le film est excellent, plein d'humour. Je me suis régalée. Des acteurs qui fonctionnent à l'humour noir, c'est le pied. Je vous recommande d'aller voir ce film, fan de Marvel ou pas.



© tomogul / photocase.com

AIP

(Activité d'insertion professionnelle)

Was bedeutet dies? Auf Deutsch würde man 1-Euro-Jobber sagen, obwohl dies nicht auf Luxemburg zutrifft. In Luxemburg muss jeder Arbeitnehmer den Mindestlohn erhalten, in Deutschland gibt es Ausnahmen. Dort ist jemand, der bei einer Beschäftigungsinitiative den deutschen Mindestlohn erhält, schon ein Privilegierter, wogegen hier in Luxemburg er eher ein armer Schlucker ist. Meiner Meinung nach müsste in unserem Land das ganze System von Grund auf erneuert werden. Es kann doch nicht sein, dass ein AIP, wie er heute heißt, bis ultimo in einer Beschäftigungsinitiative geparkt wird, allein schon aus Kostengründen. Was sollte passieren?

Die Antwort scheint relativ einfach zu sein, nur mit der Umsetzung hapert es. Zwei Jahre am Stück und maximal fünf Jahre im Leben. Kritiker bemängeln, dass dies nicht machbar sein wird. Doch man muss das Problem anpacken. Wer 40 Stunden die Woche arbeiten kann, dem sollte nach einer gewissen Zeit eine Stelle auf dem Ersten Arbeitsmarkt angeboten werden. Die AIP sollte eine Schulung beinhalten und nicht nur eine reine Beschäftigungstherapie. Letztere allein ist zwar hilfreich, wenn es darum geht, den Menschen wieder eine Struktur ins Leben zu bringen. Doch noch wichtiger ist es, die Fähigkeiten des Einzelnen zu bilanzieren. Außerdem entstünde ein gewisser Druck, so schnell wie möglich ein System zu verlassen, welches in der Kritik steht nur die Arbeitslosigkeit zu verdecken. Es wird auch schlecht über die AIPs geredet: „die wollen doch nur eine bequeme Arbeitsstelle und einen guten Lohn, wohingegen wir im privaten Sektor uns halbtot arbeiten müssen“. Was viele nicht wissen, das System, so wie es zur Zeit besteht, lässt nur einen sehr geringen Spielraum, der soziale Aufstieg ist nur sehr schwer möglich, es sei denn, man hieße Münchhausen.

JM

OPGEPASST

op falsch Kollekten a falsch «Mataarbechter»

ATTENTION

aux fausses collectes au profit de la Stëmm vun der Strooss

D'Stëmm vun der Strooss deelt mat, dass si nach ni an och ni wäert Leit schécken, fir an hirem Numm Zeitungen ze verkaufen oder einfach Suen opzehiewen.

Wann also ee bei iech doheem schellt a seet, hie wär e Mataarbechter vun der Stëmm vun der Strooss, gitt him w.e.g. keng Suen a sot der Police Bescheed.

L'association Stëmm vun der Strooss n'a jamais donné comme mission à ses bénéficiaires de faire du porte à porte en vue de collecter des fonds.

Si un jour une personne se présente chez vous pour vous demander de faire un don au profit de notre association, ne lui donnez rien et contactez immédiatement la police.

DR STÈMM CONSULTATIONS MÉDICALES GRATUITES

Consultations médicales gratuites une fois par semaine le mercredi après-midi dans les locaux de la Stëmm vun der Strooss, 7, Rue de la Fonderie, L-1531 Luxembourg. Renseignements supplémentaires au numéro: 49 02 60

Gratis medizinische Behandlung jeden Mittwoch Nachmittag in den Räumlichkeiten der Stëmm vun der Strooss, 7, Rue de la Fonderie, L-1531 Luxembourg. Zusätzliche Auskünfte unter der Nummer: 49 02 60



Meng Erfahrungen um Ämtchen

Ech sinn 1987 oder 1988 op Frankfurt gefuer, fir dat Liewen hantert mir ze loosse, wat ech hei zu Lëtzebuerg gefouert hat. Et huet mech eng nei Erausforderung gedriwwen, mech an den Zuch ze setzen an ab geht die Post. Deemools hat e Kolleg zu mir gesot: „Fuer op Frankfurt, do fënns du Aarbecht.“ Mech hunn déi Zäit grouss Stied magesch ugezunn.

Et war déi Zäit dann och kee Problem, als Lëtzeburger an Däitschland ze fueren a kënnen schaffen ze goen. Et huet een nëmmen den EWG-Pass gebraucht, fir an de Benelux-Länner kënnen ze schaffen. Eng Aarbechtslerabnis hunn ech och net gebraucht, et waren dat déi beschte Viraussetzungen, en Job ze fannen, hunn ech mir geduet.

Wéi ech do ukomm sinn, huet d'Realität anescht ausgesinn. Fir d'éischt emol een Ennerdaach fannen. Do allerdings muss ech soen, dass déi Däitsch ee fantasteschen Job gemaach haten. Fir net op der Strooss ze leien, hunn ech provisoresh an engem Männerheim gewunnt. Et war gutt, net op der Strooss ze leien, dat war awer och schonn dat Eenzegt, wat gutt war, wat d'Männerheim betrëfft. An dem Haus waren och Sozialaarbechter, déi sech ëm d'Leit bekëmmert hunn, wat Behördengänge ugaangen ass. Dir kënnt mir gleewen, obwuel ech an der EG gewunnt hunn, hunn ech e Sak voll Pabeiere gebraucht. Et heescht net fir näischt „deutsche Gründlichkeit“. Fir d'éischt op d'Lëtzebuergesch Ambassad: do hunn ech Pabeiere mussen ufroen, déi bestätegen, dass ech zu Lëtzebuerg keng gestëbst hunn. War do alles ok, hunn ech en Antrag kënnen stellen, fir den EWG-Pass ze kréien, wat och net vun haut op muer gaangen ass. An der Zwëschenzäit hunn ech e provisoresh Pabeier kritt, dee bewisen huet, dass ech en Normalo sinn a mech fräi an Däitschland beweegen kann. Duerno ass d'Landratsamt un d'Rei komm: do sämtlech Anträge ufroen, déi ech gebraucht hunn, fir mech mat mengem Sozialaarbechter dohinner ze setzen an e relaxen Dag ze verbréngen. Ech muss soen, ënnert engem gemittlechen Dag hat ech mir eppes ganz anescht virgestallt, mir huet de Kapp gedämpft vu lauter Anträge, Fachwierder a Bürokrateschrëft. An ech hat geduet, ech wär gutt am Däitschen, mir ass vu lauter Staunen alles aus dem Gesit gefall. Meng Virstellung war deemools, datt een dohinner geet, an da mell e Sozialaarbechter sech fräiwëlleg, fir sämtlech Pabeieren auszufüllen. Allerdings goug de Schoss no hanne lass. Seng Astellung war, dass ech dat léiere muss, wann ech herno kloer komme soll, wat d'Bürokratie ugeet. Ech muss him haut recht ginn a si frou doriwwer. Nodeems ech alles ausgefëllt hat, huet de Sozialmënsch mech gefrot, wéi ech mir meng Zukunft hei an Däitschland dann esou virstellen. Ech war deemools mat dem Zil an Däitschland gefuer, mir en neit Liewen opzebauen.

Dozou gehéiert och en normalen Dagesoflaf ze hunn a schaffen ze goen. Den nächste Schrott war d'Aarbechtsamt fir mech unzemellen, an och erëm verbonne mat vill ausfëllen. Nodeems ech alles ausgefëllt an eraginn hat, war ech prett, fir an den däitsche System anzeklammern. Duerch de Sozialaarbechter sinn ech gewuer ginn, dass et „d'Ämtchen“ gëtt. Fir mech war dat eng interessant Saach, ech hat nach kee Verdéngscht. Mam EWG-Pass an der Aschreibung vum Aarbechtsamt hunn ech gréng Luucht kritt, fir kënnen schaffen ze goen. D'Ämtchen war déi Zäit eng aart Aarbechtsamt, wou een als Tagelöhner schaffen konnt goen. Et ass ee moies géint hallwer 7 oder spéitstens 7 Auer dohinner gaangen, meeschtens stoungen da schonn 10 bis 15 Leit do an hu gewaart, dass d'Lëscht ausgehaange ginn ass, fir sech anzeschreiwen. Op der Lëscht huet ee säi vollstännegen Numm an d'Adress missen uginn. D'Ämtchen selwer war esou eng Zort Warteraum, wou Bänken dra stoungen, wou villäicht 20 oder 30 Persoune konnte Plaz huelen. Da war nach ee winzege Büro do, wou eng Persoun, meeschtens deeseweche Mann, konnt hir Aarbecht verrichten. Un den Numm vum Mann kann ech mech net méi erënneren, mee wéi en ausgesinn huet, weess ech haut nach. Et war e vollschlanke Mënsch, woubäi ech soe muss, zwee vun senger Zort hätten net an den Büro gepasst. Awer e sympathesche Mënsch. Op jidde Fall hat hien Nerve wéi drote Seeler an ëmmer d'Rou behalen.

Duerno ass een opgeruff ginn a gefrot ginn, wat ee vun Erfahrungen huet, wat fir eng Richtung een denkt schaffen ze goen, a wat een sech vum Ämtchen erwaart. Wat hat d'Ämtchen fir eng Funktioun? Ech hat deemools keen Akommes, d'Ämtchen huet engem d'Chance ginn, e puer Suen ze verdéngen, déi ee reng an der Täsch hat. Et konnt een a verschidde Richtungen schaffen goen, ob dat elo Usträicher, Installateur, an den Fabriken oder um Bau war. Op alle Fall war et ëmmer an der Funktioun, als Handlaanger ze schaffen an déi Aarbechten ze verrichten, déi en onqualifizéierte Mënsch maache muss. Ech hat hei zu Lëtzebuerg meng Léier ugefaangen als Installateur am sanitäre Beräich, déi ech awer net fäerdeg gemaach hunn. Annerhalleft Joer hat ech gemaach, ier ech se dunn ofgebrach hunn. Dat hunn ech als Referenz um Ämtchen weiderginn, an der Hoffnung, eppes domadder ze errechen. Nodeems ech dat gekläert hat, hunn ech mech virun d'Dier gestallt an ofgeewart, bis Camionnetten ukomm sinn. Hei sinn entweder Viraarbechter oder Patronen ukomm. An der Reegel hunn si da gesot, wat si vun Aarbechter sichen a wéi vill Leit si brauchen. Wann een do net op Zack war, dann huet ee keng Aarbecht kritt. Als jonke Mënsch mat enger minimaler Motivatioun war et net esou einfach, sech géint déi aner Leit duerchzusetzen. Op jidde Fall sinn ech den éischten Dag ouni Aarbecht heemgaangen. Um 7 Auer ass

et ugaangen, bis hallwer 9. Da war et och esou, dass dat, wat d'Aarbecht ugaangen ass, vun Dag zu Dag gependelt huet. Deen een Dag si vill Patronen laanschtkomm, den aner Dag war et méi roueg. Wéi ech dunn den zweeten Dag dohinner gaange sinn, hunn ech festgestallt, dass ech anstänneg verpennt hat. Wéi ech do ukomm sinn, war schonn alles un an aus. Den Eenzegem, deen nach unzetrefte war, dat war de sympathesche Mënsch aus dem Büro. Mäi Problem war, ech hat ze vill Weekender an enger Woch, wat natierlech net esou gutt ukomm ass beim Ämtchen an de Patronen. Esou eppes huet sech séier ronderëmgeschwat, wann een ee Fusel war. An dat war och dat, wat de Mënsch vum Ämtchen mir kloergemaach huet: wann ech meng Astellung net géif änneren, dann hätt ech keng Chancen, fir do laang ze bestoen. Also sinn a mech gaangen an emol eng Ronn gemotzt an d'ganz Welt dofir verantwortlech gemaach: fir mäi Misère an dass ech keng Suen an der Täsch hat. Deen Eenzegem, deen ech vergiess hat ze nennen, dat war ech selwer. Ech hu schnell misse léieren, dass meng Woch nëmmen 1 Weekend hat.

Souwäit ech mech nach erënnere kann, hunn ech mäi Rhythmus no e puer Woche fonnt. Wat d'Schaffe betrëfft, hunn ech Bauaarbechte gemaach, dat heescht, de Bau propper halen, Zementsäck hin an hier geschleeft, Verschaltungen ofmontéiert a propper gemaach, fir se dann erëm opzerichten. Ech war am Gerüstbau tätig, woubäi ech schnell festgestallt hunn, dass mir dat deemools Spaass gemaach huet.

Wat d'Ämtchen ugeet, fannen ech, dass dat eng gutt Saach ass. Et gëtt deene Mënschen e Gefill, gebraucht ze ginn, an och zousätzlech hire Verdéngscht ze verbesseren, fir weinstens e wéineg würdeg liewen ze kënnen. A wat déi jonk Leit ugeet, hunn si d'Chance, an der Aarbechtswelt hir Erfahrungen an deene verschidde Richtungen ze sichen, ouni gläich gestrooft ze ginn, wann et emol net esou klappt wéi et soll.

Marco

CIGL

Esch/Alzette



NÉE EN 1997, LE CENTRE D'INITIATIVE ET DE GESTION LOCAL (CIGL) D'ESCH-SUR ALZETTE EST UNE ASSOCIATION D'ÉCONOMIE SOLIDAIRE SANS BUT LUCRATIF. L'ASSOCIATION A POUR BUTS D'AIDER DES PERSONNES SANS EMPLOI À RETROUVER DU TRAVAIL ET A SE RÉINSÉRER DANS LA VIE SOCIALE, AINSI QUE DE DÉVELOPPER DES SERVICES QUI RÉPONDENT À DES BESOINS NON SATISFAITS DE LA POPULATION.

Il propose

- Services à la personne et à la collectivité
- Réduction du fossé numérique
- Créativité artistique et culturelle
- Développement durable
- Mise en valeur du patrimoine touristique

Le CIGL Esch-sur-Alzette collabore avec différents organismes publics ou privés, actifs en matière de formation et d'emploi, afin de créer un cadre propice aux objectifs poursuivis. L'association est neutre du point de vue politique, idéologique et confessionnel.

Voici les services que propose le CIGL Esch-sur-Alzette.

Espace internet Click

L'espace internet Click vous propose internet à 2 Euro l'heure, des conseils en informatique, internet, téléphonie, webcam, scanning, impression, sauvegarde, etc. Il propose aussi des formations en informatique sous Windows, Macintosh et Linux avec certificats délivrés suivant le label de qualité par le ministère de l'éducation nationale du niveau débutants au niveau initié.

Freeflex, l'accès aux nouvelles technologies

Freeflex est un service de récupération et de mise à disposition (prêt) de matériel informatique.

Crèche / Garderie d'Heemelmaus

La crèche et garderie d'Heemelmaus s'occupe de l'éducation et de l'accueil pour enfants non-scolarisés (2 mois à 4 ans).

Maison relais d'Heemelmaus

La maison relais d'Heemelmaus s'occupe de l'éducation et de l'accueil des enfants scolarisés de 4 à 12 ans.

Den Escher Geméismuart

Den Escher Geméismuart (le marché de légumes de Esch) est un projet pilote de production de légumes.

Vente de légumes au marché de la ville d'Esch-sur-Alzette

Vente de légumes aux collectivités

Animation d'éducation à l'environnement

Conception de projets environnementaux

Kalendula

Kalendula est un jardin solidaire dédié à l'alimentation saine et à l'éducation à l'environnement

Vente de légumes aux marchés de la ville d'Esch et Mondorf

Livraison de Paniers

Self-Picking

Animations d'éducation à l'environnement

Pépinière « Heck vun Hei »

Conception de projets environnementaux

Vël'OK ! àre Velo, eise Velo

Vélos gratuits en libre service sur le territoire de la ville d'Esch-sur-Alzette. A partir de 14 ans.

DEN HANDKESSELCHEN

Den Handkesselchen est une assistance à domicile pour personnes privées.

Petits travaux de

Bricolage

Jardinage

Recyclage

Déblayage de neige

Entretien des tombes

Etc...

Service à la personne

Ménage

Lessive

Repassage

Courses

Accompagnement à des activités culturelles

Maison Rosati

La maison Rosati est un refuge pour randonneurs.

Parc régional Terres Rouges :

Entretien du parc régional et valorisation du patrimoine touristique.

Environnement

Le service Environnement entretient les espaces verts publics et les aires de jeux et de récréation de la commune.

Ökologesch Onkrautbekämpfung

Ce service s'occupe du désherbage écologique des espaces verts de la commune.

D'Konschkëscht (boite à image)

La Konschkëscht promeut l'art vidéo/ les vidéos de la région. Diffusion mensuelle d'une création vidéo à travers 14 boite à images réparties dans des lieux publics de la Grande Région.

Bicher

Bicher sont des bibliothèques solidaires en réseau pour favoriser le partage des savoir par des activités littéraires.

Ceci est une présentation du CIGL Esch-sur-Alzette. Vous trouverez peut-être ainsi un service qui pourrait vous être utile.

Pour avoir plus d'information, allez voir sur le site : www.ciglesch.lu

Angel

Tagelöhner,

op Lëtzebuergesch: Doléiner

En Tagelöhner oder frëier och „Tagner“ genannt, war an ass e Mënsch, dee keng fest Aarbecht huet oder hat. En huet vun Dag zu Dag gelieft an och geschafft. Hien ass oder gëtt stonneweis oder och deegweis bezuelt. Well kee festen Aarbechtskontrakt besteet, muss hien dat unhuelen, wat de Minimum vum Verdéngscht hiergëtt.

Mat den Tagelöhner verbënnt sech iwwer Joerhonnerten eng Aarbechtssituatioun, vum Verdéngscht hier, déi eigentlech nëmmen duergeet, fir eemol am Dag eppes iessen ze kënnen an esou net ze erhéngeren. Frëier, ech schwätzen elo vun 1800 bis ufangs 1900, hunn d'Tagelöhner zu der Populatioun gehéiert, déi scho vu Gebuert un aus aarme Familljen entstanen sinn. 95% vun den Tagelöhner hate kee Beruff geléiert, meeschtens, well d'Elteren net déi Méiglechkeet haten, hir Kanner an d'Schoul ze schécken. Wat deene Mënschen iwwer bliwwen ass, war als Hëllefsaarbechter iergendwou Aarbechten ze leeschten, déi soss kee gemaach huet. Dozou gehéieren d'Säckdréier, d'Kutscher oder d'Stroossenarbechter, déi mat der Schëpp a Piosch dorëmmer gelaf sinn, fir d'Stroossen ze flecken.

Et haten och Leit een Handwierk gehat, déi awer aus verschiddeenen Ursachen net méi an hirem Beruff weider schaffen konnten. Meeschtens ass de Mann als Tagelöhner schafft gaangen, mee de Verdéngscht war esou minimal, dass d'Fra huet misse mat schaffen goen, och als Tagelöhnerin. Dobäi ass et och dozou komm, dass déi Leit wäit ënnert dem Niveau vun der gesellschaftlecher Schicht stoungen.

Ëm déi Zäit war et och esou, dass et nach keng Schoufflicht ginn ass. Dat heescht, esou bal d'Kanner am Alter waren, oder grouss genuch waren, fir ze schaffen, hu si misse als Tagelöhner oder Tagelöhnerin mat schaffen goen. Mee och wéi d'Schoufflicht agefouert ginn ass, konnten d'Kanner vun den Tagelöhner net an d'Schoul goen. Besonnesch d'Schoufflicht an d'Sue fir d'Bicher konnten d'Elteren net bezuelen. Dat huet dozou gefouert, dass vill Kanner Analphabet waren. Doduerch ass de Pauperismus (laangfristeg Aarmut) méi grouss ginn.

HAUT

Haut gëtt et nach Tagelöhner an Tagelöhnerinnen. Meeschtens sinn et Migranten, déi aus der ganzer Welt an Europa ukomm sinn. Si kommen aus Länner, déi ekonomesch net gutt dru sinn, an

deéi um europäesche Kontinent versichen, hiert Gléck ze fannen, an en nobelt Liewe kënnen ze féieren. Obwuel déi Mënschen a grousser Hoffnung heihinner kommen, stinn d'Chancë kleng, hiren Dram ze verwierklechen. D'Realitéit gesäit ganz anescht aus. Ee Beispill: zu München hunn d'Leit demonstréiert géint d'Ausbeutung. Gréisstendeels sinn et Leit aus Bulgarien, Rumänien a Jugoslawien, déi hirer Roserei fräie Laf geloos hunn. Do hunn d'Leit misse deelweis fir 68 Cent d'Stonn schaffen goen an emol net déi hunn si ëmmer bezuelt kritt. Dat ass nozeliesen an der SZ.de (Süddeutschen Zeitung) vum 1. März 2016 ënnert „Protestzug“.

Wat ech a menger Recherche festgestallt hunn, ass, dass esou gutt wéi keng däitsch Leit méi oppe sinn, fir als Tagelöhner schaffen ze goen. Déi meescht, déi keng Aarbecht hunn, bezéien entweder „Arbeitslosengeld 1“, „Arbeitslosengeld 2“, „Hartz4“, „1Euro Job“ oder si hunn „Minijobs“, wou ee bis 450 Euro de Mount verdénge kann. De kleng Prozentsaz vum däitsche Vollek, deen als Tagelöhner schafft geet, do seet d'Gesetz, dass e Mënsch, deen Aarbechtslosengeld kritt, bis Maximum 165 Euro dobäi verdénge kann. Et d'ärf ee 15 Stonnen d'Woch schaffen goen. Dat, wat doriwwer geet, kritt een dann erëm vum Aarbechtslosengeld ofgezunn. Wou ginn d'Tagelöhner am meeschte gebraucht? Op de grouse Baustellen, a Fabriken, op de Geméisfelder, den Uebstfelder an a mëttelstännege Betriber.

De Problem hei ass, déi meescht Betriber brauche Leit, déi méi wéi 15 Stonnen an der Woch schaffen kënnen. Déi Leit, déi am Aarbechtslosengeld dra sinn, kënnen dee Risiko net agoen an sech erwësche loosse, andeems si méi schaffen, well si d'Gefor aginn, alles ze verléieren. Also mussen d'Migranten duerhalen. Déi meescht hu keng Pabeieren oder Aarbechtslerlaabnes oder Openhaltspabeieren, well den Antrag nach net duerch ass oder aus anere Grënn. Do gëtt dann anstänneg profitéiert dovunner. Da kommen esou Saachen op d'Tapët, wou d'Leit fir 68 Cent d'Stonn schaffen ginn. Et ginn nach vill där Beispiller, déi een am Internet fënnt. Tagelöhner vu frëier an haut ass kee groussen Ënnerschied, haut ass et modern Sklaverei. An déi Räich ginn ëmmer méi räich a méi fett, an déi Aarm kënnen kucken, wou si bleiwen.

Marco

ULESS

L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE SE RENFORCE ET SE PRÉPARE À L'INTRODUCTION D'UN NOUVEAU RÉGIME DE SOCIÉTÉ D'IMPACT SOCIÉTAL (SIS) EN 2016



L'Assemblée générale de l'ULESS (Union luxembourgeoise de l'économie sociale et solidaire) s'est réunie le 23 mars 2016.

Cette réunion a été l'occasion de faire le bilan de l'action de l'ULESS dans la défense des intérêts et dans la promotion de l'économie sociale et solidaire au cours de l'exercice 2015, de fixer les grandes priorités pour l'année 2016 et de renforcer sa représentativité du secteur des entreprises sociales et solidaires au Luxembourg.

L'ULESS représente directement et indirectement 200 entreprises de

l'économie sociale et solidaire représentant environ 20.000 salariés. Créée en juillet 2013, l'ULESS vise à défendre et à promouvoir les intérêts du secteur de l'économie sociale et solidaire en pleine expansion. L'ULESS représente directement et indirectement plus que 200 entreprises de l'économie sociale et solidaire représentant environ 20.000 salariés et est ainsi largement représentative du secteur social et solidaire au Luxembourg.

En 2016, l'ULESS se renforce en accueillant sept nouveaux membres :



ARCUS Kanner, Jugend a Famill asbl est une association active dans le domaine des services éducation et accueil, de l'aide à l'enfance, la jeunesse et la famille, ainsi que dans le développement de la qualité via son service focus. Créée en 2008, Arcus a connu un développement considérable et affiche actuellement avec ses 686 collaborateurs un chiffre d'affaire de 40 m millions EUR.



Le **Groupe Elisabeth - am sozialen Dëngscht zu Lëtzebuerg** offre des services pour enfants et adolescents, personnes âgées, des personnes handicapées et des services dans l'éducation et, fort de ses 1.600 collaborateurs, fait partie des 10 principaux employeurs du pays. Membre fondateur de l'ULESS (à travers sa filiale Yolande coop membre de l'ULESS depuis 2013), le groupe Elisabeth a décidé de confirmer son soutien à l'ULESS en déposant une demande d'adhésion chacune de ses filiales : Anne asbl (maisons de jeunes, crèches et maisons relais, etc.), Claire asbl (services pour personnes âgées et maison de soins) et Yolande asbl (centres d'hébergement et d'accueil pour personnes handicapées et maisons de logements encadrés).



Constituée en 2000, le **CIGR Wiltz +** est une association sans but lucratif constituée en 2000 qui vise la création d'un environnement favorable à l'emploi, par la création, le maintien d'emplois et le développement de nouveaux secteurs d'activité. Le CIGR Wiltz + est actif dans les communes de Wiltz, Winseler, Boulaide, Esch-sur-Sûre, Rambrouch, Redange-sur-Attert et Goesdoerf.



Le **CIGL de Steinfort** poursuit à travers la création d'un environnement favorable à l'emploi, la création, le maintien d'emploi et le développement de nouveaux secteurs d'activités. Il participe à l'amélioration de la situation de personnes en difficultés et à l'intégration socioprofessionnelle des demandeurs d'emploi. Le CIGL de Steinfort gère notamment le parc « Steinfort Adventure ».



Nouvelles Perspectives Emploi Sàrl met tous les moyens disponibles en œuvre pour construire un projet entrepreneurial, économique et innovant au service de l'Homme et de son territoire en combinant le statut commercial à une finalité sociale pour un développement territorial solidaire et durable dans le respect de l'environnement. Spécialisé dans le secteur de l'aménagement paysager, Nouvelles Perspectives Emploi Sàrl propose un environnement favorable qui permet la mise en valeur le potentiel humain à travers ses salariés.

LA PRIORITÉ DE L'ULESS EN 2016 : LES SOCIÉTÉS D'IMPACT SOCIÉTAL (SIS)

L'entrée en vigueur au cours des prochains mois du projet de loi portant création des sociétés d'impact sociétal (SIS) constitue la grande priorité de l'ULESS pour l'année 2016.

M. Nicolas SCHMIT, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Economie sociale et solidaire a confirmé devant les membres de l'ULESS que ce projet de loi, déposé à la Chambre des Députés en juillet 2015 (doc. Parl. 6831), serait voté dans les mois à venir.

Pour l'ULESS, la mise en œuvre de ce projet de loi constitue la principale réforme structurelle à laquelle l'économie sociale et solidaire sera confrontée au cours des prochaines années. Cette réforme de fond appelle de nombreuses actions concrètes à destination de ses membres pour leur permettre d'assurer une transition aussi fluide et efficace que possible vers ce nouveau régime juridique. C'est pourquoi le programme de travail de l'ULESS pour 2016 met fortement l'accent sur les modalités concrètes d'introduction du nouveau statut de société d'impact sociétal (SIS) à travers :

- de nombreuses activités de sensibilisation et d'information à destination des membres de l'ULESS et plus largement du grand public concernant à la mise en œuvre de la future loi portant création des sociétés d'impact sociétal (SIS) à travers notamment la publication d'un guide pratique ;
- l'élaboration d'une offre de formation pertinente à destination des membres de l'ULESS portant sur tous les aspects liés directement ou indirectement à la création, au développement et à la gestion d'entreprises sociales et solidaires sous forme de société d'impact sociétal (SIS) ;
- le soutien spécifique à la création de nouvelles entreprises à finalité sociale ou sociétale à travers la création, en partenariat avec le Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Economie sociale et solidaire, d'un incubateur spécifiquement dédié aux start-ups sociales.

A PROPOS DE L'ULESS

Constitué en juillet 2013, l'ULESS poursuit le double objectif de regrouper l'ensemble des acteurs de l'économie sociale et solidaire au Luxembourg et de devenir l'interlocuteur privilégié de toutes les instances officielles en lien avec le développement de ce secteur d'activités.

Les 5 critères pour devenir membre de l'ULESS sont les suivants :

1. Activités économiques

Les membres de l'ULESS ont des activités économiques continues de production et/ou d'échange de biens et/ou de services.

2. Finalités sociale(s) ou sociétale(s)

Les membres de l'ULESS ont des activités qui répondent (directement ou indirectement) à des besoins sociaux ou sociétaux.

3. Autonomie d'action

Les membres de l'ULESS ont une gestion autonome et indépendante des pouvoirs publics.

4. Gouvernance démocratique

Les membres de l'ULESS ont une gouvernance démocratique basée sur l'exercice du droit de vote indépendamment des apports et des contributions financières.

5. Démarche de développement durable

Les membres de l'ULESS ont une politique de développement durable, qui concilie les trois dimensions suivantes (économiquement viable, socialement équitable et écologiquement soutenable) et qui augmente la qualité de vie de tous.

POUR TOUTE INFORMATION COMPLÉMENTAIRE

ULESS – Union Luxembourgeoise de l'économie sociale et solidaire

M. Jean-Christophe BURKEL
Directeur

Siège : 5, rue du Kiem
L-1857 Luxembourg

Tel. : +352 621 31 12 85
E-mail : jean-christophe.burkel@uless.lu
web : www.uless.lu
facebook : uless.luxembourg

Marco: Wéi sidd Dir an d'Politik komm?

Mme. Mutsch: Ech si mat 16 Joer, also als jonk Studentin an d'Politik komm, iwwert eng politesch Jugendorganisatioun (JONGSOZIALISTEN). Ech hu mech deemools virun allem fir Ëmweltfroen interesséiert, déi Zäit gouf et nach keng gréng Partei. An der Jugendorganisatioun hunn se sech ganz vill fir Ëmweltproblemer interesséiert. Zum Beispill wat d'Waasserqualitéit zu Lëtzebuerg ubelaangt oder wat d'Atompolitik ugeet. Ech war och eng aktiv Géignerin vum Projet Remerschen. Doduerch sinn ech an d'Politik komm, a sinn ëmmer dobäi bliwwen.

COCO: Kënnt Dir ons Är Aarbecht a kuerze Wieder erklären, a wat ass Äert Haaptuleies an der Gesondheetspolitik?

Mme Mutsch: Meng Aarbecht als Gesondheetsministesch besteet virun allem doranner, mech ëm d'Gesondheetsversuergung hei am Land ze këmmen, dat heescht fir dofir ze suergen, dass jidder Bierger déi beschtméiglech medezinesch Versuergung hei zu Lëtzebuerg ka kréien. Meng Aarbecht ass ganz villfälteg, en Haaptuleies vun eiser Gesondheetspolitik ass dobei d'Preventioun, an dat a ganz ville Beräicher: Preventioun vu Krankheeten, vu Sucht, vu Schwierigkeete vun de Jugendlecher, z. B. Alkoholpreventioun. Da këmmen ech mech och ëm d'Medikamenter, mir hunn z. B. eng extra Divisioun, déi sech ëm Zouloosungsbestëmmunge fir Medikamenter këmmert.

der Krankekeess. Op der Kaart, fënnt een all d'Informatiounen vum Patient, z. B. wéi eng Krankheeten e schonn hat, wéi eng Behandlungen e scho kritt huet, wat fir eng Allergien e géint ee bestëmmtent Medikament huet, bei welchen Dokter hien a Behandlung ass. Domadder verhënnert een, dass de Patient vun engem Dokter bei deen anere geschéckt gëtt, an iwwerall säin Dossier muss fechte goen, dat ass ganz wichteg.

Ech hunn och eppes mat den Autorisatiounen ze dinn, bei eis muss een, wann ee wëll Dokter ginn, d'Autorisatioun vum Gesondheetsminister hunn. Mat Formatiounen hunn ech och ze dinn, zesumme mat anere Ministère, dat heescht mir ginn Agrementen (Admissiounen) fir Formatiounen. Ech bekëmmere mech och mat de Professions de santé, dat ass fir déi Leit, déi an de Gesondheetsberuffer schaffen, do hunn ech eng enk Zesummenaarbecht mat hinnen, woubäi ech do Regeln opstellen, déi si matbestëmmen.

En anere wichtegen Dossier ass d'Organisatioun vun de Spideeler, dozou gehéiert ënnert anerem och de Finanzement vun de Spideeler; donieft këmmen ech mech ëm d'Patienterechter, fir dass de Patient gutt informéiert ass an och weess, wat seng Rechter vis-à-vis vum Dokter oder vis-à-vis vun engem Spidol sinn. Dir gesitt, dass ech als Gesondheetsministerin eng ganz villsäiteg Aarbecht hunn, an och ganz frou mat der Aarbecht sinn.

Misch: Bei déser Zeitung geet et jo dorëms erauszefannen, wat de Lëtzeburger Staat vwu Léisungen ubidde kann, fir

sinn ënner anerem d'Kielener Atelierien, den Haff Ditzesbaach bei Ettelbréck, de Schierener Atelier, den Éilenger Konschtwierk Atelier.

Mir hunn och eng Zesummenaarbecht mat der Caritas, dat ass den Éilerenger Wäschbuer dann d'Stëmm vun der Strooss, dat ass zu Hollerech, de Stëmm Caddy zu Bouneweg, dann d' Stëmm zu Esch an der Groussgaass, d'Wäscherei Schweessdréps zu Esch, an et ass de Centre post-thérapeuthique zu Schëndels, deen och zu der Stëmm vun der Strooss gehéiert. Mat all deenen Atelierien hu mir bis elo 380 Aarbechtsplaze konnt schafen. Mir hunn och do ville Leit, déi psychesch Krankheeten hunn, ofhängeg sinn oder aner gesondheetlech Problemer hunn, erméiglecht, fir trotzdem eng flott Aarbecht an eng sënnvoll Beschäftegung ze hunn. Et si Leit och erëm fit gi fir den éischten Aarbechtsmaart, eebe well si erëm gewinnt gi sinn, hiren Dagesoflaf ze organiséieren, mat sech zefridde kënnen ze sinn, an erëm Loscht hunn, hiert Liewen an de Grëff ze kréien. Dann hunn se och Regeln nei kenne geléiert, zum Beispill wéi een eens gëtt dobausse mat de Leit, wéi een disziplinéiert ass, dass een sech net alles méi duerchgoen léisst, an dann och Pünktlechkeet, Hygiènesbestëmmungen, dat fannen ech enorm wichteg. Do kann ee soen, dass déi Atelierien immens gehollef hunn, an ech sinn der Meenung, dass dat ee grouse Succès huet.

Et sinn och Leit dobäi, déi net méi op den éischten Aarbechtsmaart integréiert kënnen ginn, dofir ass et wichteg, dass mir déi Strukturen hunn, fir d'Leit ze behalen fir dass si um zweeten

eeben déi Sich no enger Aarbechtsplaz net dauernd een Drock, ee Stress an et kann een awer säi Liewen an d'Hand huelen.

Jeff: Dir sidd jo och Ministesch fir Chancëgläichheet, gitt Dir z. B. als Fra anescht dorunner wéi är männlech Kollegen?

Mme Mutsch: Also hei sëtze mir an der Chancëgläichheet, dat hei ass och de Ministère vun der Chancëgläichheet. Ech fannen dat eng ganz schwéier Fro. Ech stellen och fest, et kréien ëmmer nëmmen d'Fraen déi Froe gestallt, dat ass e bësse schued. Ech mengen net, dass d'Fraen déi besser Mënsche sinn, mee d'Fraen hunn oft eng aner Erfahrung, een anert Liewensëmfeld, aner Erliednesser, aner Experienzen, vläicht och eng aner Siicht an aner Virstellungen. An de Rächtum an den Equiliber kënnt menger Meenung no duerch de Mix. A well ech nach ni virun e Mann war, kann ech net richteg op d'Fro äntweren ob ech aneschters un déi Saach eru géing goen, wann ech e Mann wier. Mee bestëmmt gëtt et do Ënnerscheeder, Qualitéit entsteet am beschten do, wou déi verschidden Experienzen zesumme kënnen schaffen.

Marco: Sinn d'Männer méi pragmatesch am Denken, wat d'Chancëgläichheet ugeet?

Mme Mutsch: An der Chancëgläichheet ass nach vill ze maachen, dat kann ech iech soen. Wouvun ech iwwerzeugt sinn, ass, dass d'Chancëgläichheet d'Fraen an d'Männer gläichermoossen

Interview

mat der Madame Lydia Mutsch,

Gesondheetsministesch

Dann hunn ech ongeféier 250 Mataarbechter, dovunner ass de gréissten Deel an der Gesondheetsdirectioun. An der Gesondheetsdirectioun sinn 9 Divisiounen, wou et haaptsächlech ëm d'Preventioun geet awer och ëm d'Gesondheet vun de Schoulkanner a Jugendlechen, d'Liewensmittelsécherheet a Medikamenter. Dann hu mir och ee Service, deen sech ëm d'Schoulkanner këmmert. Mir hunn och Servicer, déi sech besonnesch interesséieren fir Krankheitsbehandlungen. Esou kann ech soen, dass dat ganz villsäiteg ass. Et kommen och dauernd nei Saachen dobäi, z. B. den elektronische Patientendossier, dat ass wéi eng Kaart vun

sozial schwach Mënsche bei der Aarbechtssich ze hëllefen. Mir wollten lech do froen, wat de Gesondheetsministère do unzebidden huet? Hutt Dir den Androck, dass d'Situatioun vu benodeelegte Mënschen sech duerch all déi Mesure verbessert huet?

Mme Mutsch: Mir hunn zënter 1990 eng ganz gutt Zesummenaarbecht mat verschiddenen Associatiounen, fir therapeutesch Atelierien opzebauen z. B. (ATP a.s.b.l association d'aide par le travail thérapeutique pour personnes psychotiques), do



Aarbechtsmaart eng Chance hunn, an dann net esou ënner Drock kommen, wéi deen Drock, deen dacks op den anere Plazen un éischer Stell steet z. B. d'Produktivitéit, den Émsaz oder esouguer d'Zukunft vum Betrib. Domat sinn déi Leit iwwerfuert. Dofir ass et esou wichteg, dass mir parallel ee wirtschaftlecht Ëmfeld schafen, wou déi Leit eng Chance behalen oder eng Chance kréien, a wou mir dann als Ministère dofir suerge kënnen, dass Recetten do sinn, dass eeben déi Froe vun der Profitmaximéierung net am Virdergrond stinn, mee dass do flott a komerodschaftlech ka geschafft ginn. Dat fannen ech wierklech ganz wichteg, dann ass

eppes ugeet, et ass net just eng Saach vun de Fraen. Et ginn ëmmer méi Männer an an der Regierung sëtzen der ganz vill, déi d'Noutwendegkeet agesinn hunn, fir als Fraen a Männer zesummen ze diskutieren a mat Hëllef vun deene verschiddenen Experienzen gemeinsam ee Wee ze fannen. Dat ass an mengen Aen dat Wichtigst. Heiansdo sinn d'Fraen net pragmatesch, an d'Männer si pragmatesch an heiansdo huet een Equippen, do huet ee pragmatesch Fraen an net esou pragmatesch Männer; ech mengen dat ass net geschlechtsofhängeg, mee dat ass Charaktersaach.

Misch: Déi nächst d'Fro ass e bëssen schwéier fir Iech, mir bidden Iech se awer ze beäntweren, a mir stellen dem Herr Schmit déiselwecht Fro. Also Dir hutt jo d'Santé ënnert Iech an de Ministère vun der Chancëgläichheet, an da sidd Dir jo och nach Mamm. Beruff a Famillieliewen ass dat kompatibel, zemoos Dir esou eng grous Verantwortung ze droen hutt?

Mme Mutsch: Also wat d'Organisatioun vum Liewen a vum Stot ugeet, mengen ech, hu mäi Mann an ech datselwecht Schicksal wéi aner Koppelen, déi zu zwee am Beruff sinn. Ech mengen eng Persoun, déi Schicht schafft an der Industrie, an déi ee Partner huet, déi Caissière oder Caissier am Supermarché ass, déi mussen sech och am Liewe ganz vill Méi ginn, fir Zäit fir sech, Zäit fir hir Famill ze fannen an dobäi nach hire Stot ze organiséieren. Beruffstateg Koppelen, déi zu zwee schaffen ginn, si gewinnt, fir ee guden Deel vun hirer Energie dofir opzebréngen, hiert Liewen an hir Famill ze organiséieren. Dat ass net ëmmer einfach, mee well ech dat awer gäre maachen, akzeptéieren ech dat. Ech sinn och wierklech frou, dass ech därfer an enger Regierungsequipe dobäi sinn, trotzdem ass et och eng Laascht, déi engem op de Schëllere läit. Als Minister ass ee praktesch dauernd ënner Beobachtung, et därfer een kee Faux-pas maachen, et huet ee vill Verantwortung, an et muss een och mam gudde Beispill virgoen. Do kann d'Famill eng grous Roll spillen, wann een do opgefaange gëtt, a wann een och kann ofschalten.

ginn, da muss ech ëmmer plangen, fir déi Sue gerecht ze verdeelen, déi mir do zur Verfügung stinn. Dat gëllt esou wuel fir d'Fonctionnementsbudgeten wéi och fir d'Personalkäschten, déi mir iwwerhuelen oder d'Aktivitéiten, déi mir ënnerstëtzen. Ech wëll awer och soen, dass d'Stëmm vun der Strooss mir do besonnesch um Häerz läit. Ech hat scho vill mat der Stëmm ze dinn, wou ech nach Buergermeeschtesch vun Esch war. An d'Stëmm ass e ganz kompetenten an zuverlässige Partner, deen immens dynamesch ass, sech och net scheid nei Weeër wëllen ze goen, deen och ville Leit vill hëllef an dofir hu mir déi Projeten dëst Joer mat iwwer 3,7 Milliounen ënnerstëtzt. Dat ass en zolitte Budget dee mir do ginn, an ech ginn dovunner aus, dass déi gutt Zesummenaarbecht, déi de Gesondheitsministère mat der Stëmm huet, och an der Zukunft esou weidergeet. Ech sinn do absolut optimisteschen an ech si virun allem och dorunner interesséiert, dass dat esou ass an och esou bleift.

Jeff: Wann een elo kuckt mat de Flüchtlingen, musst Dir déi och an de System integréieren?

Mme Mutsch: Mir si vum Gesetz hier och fir d'medezinesch Versuergung vun de Flüchtlingen zoustänneg, a virun allem och fir hinnen zur Säit ze stoen, wann si ukommen, wa si eventuell eng Krankheet hunn a fir hinnen ze hëllef, wann si Traumaen hunn. Et sinn dacks Mënschen, déi vill Gewalt erlieft hunn, z. B. duerch Stierffäll ënner ganz ellenen Ëmstänn oder als Affer vu



Coco: D'Stëmm vun der Strooss huet scho vill Projete mam Gesondheitsministère kënnen op d'Bee stellen. Mir sinn immens frou iwwert dës gutt Zesummenaarbecht, besteet an der Zukunft d'Méiglechkeet weider Projeten zesumme kënnen op d'Been ze stellen?

Mme Mutsch: Wéi ech iech éinescht scho gesot hunn, ass de Job vun engem Gesondheitsminister ee ganz breeden a villsäitegen. Ech hunn als Gesondheitsminister insgesamt mat 26 Associatiounen Konventiounen, mat insgesamt 36 Servicer, déi bedriwwen

Gewalt. Fir mech ass de korrekten a mënschlechen Accueil vun den Demandeurs de protection internationale eng richtig a wichteg Eerausfuergung.

D'Redaktioun vun der Stëmm seet Iech Merci fir den Interview.

Marco



Interview mam Kielener Atelier

Coco: Kënnst Dir den Atelier kuerz virstellen?

Werner Koch: Mir als Kielener Atelier sinn ee vun deene 4 Ateliere vun der ATP a.s.b.l. D'ATP a.s.b.l. gouf 1990 gegrënnt, fir déi berufflech Rehabilitatioun vu psycheschen kranken Leit ze ënnerstëtzen, dat heescht, fir si erëm an d'Aarbecht a spéider an den éischten Aarbechtsmaart eranzekréien. Dofir hu mir hei eng richtig Aarbechtsstruktur. Dat ass net esou wéi am Foyer du jour, mee hei gëtt richtig produzéiert a mir verkafen och déi Produiten, déi mir hierstellen. Déi krank Leit profitéieren dovunner, mir hunn hei och ee soziale Suivi, wou no de Leit gekuckt gëtt, wou iwwert hir Problemer geschwat gëtt a wou derfir gesuergt gëtt, dass d'Leit en Dagesrythmus kréien an och bäibehale kënnen. Dozou gehéiert, dass si moies opstinn, dass si op d'Aarbecht ginn, dass si ee richtig, gutt Mëttegiessen kréien an ee richtige Rythmus kréien.

Eist Ziel ass also iwwer d'Aarbecht, déi Fäegkeeten, wou d'Leit haten, erëm ze reaktivéieren. An dann eeben och nei Saachen dobäizeléieren, dass si sech an deem Beräich, wou si aktiv waren, zurecht fan-

nen. Eist Hauptleies ass also déi berufflech a sozial Rehabilitatioun.

De Kielener Atelier ass den alen Atelier vu Walfer („Walfer Atelier“), eeben ier mir hei op Kielen geplënnert sinn. Elo hu mir 4 Ateliere an ganze Land: dat ass den „Haff Ditgesbaach“ am Norden, een Atelier, wou se zum Beispill mat Päerd schaffen, ma wou och nach e Buttek dobäi ass, wou ënner anerem biologesch Produkter a Saachen aus hirem Gaart verkaf ginn. Dann hu mir och den „Schierener Atelier“, wou d'Leit Déngschtleeschtungsarbechte maachen. Si maache Verpackungsarbechten, et gëtt eng Kichen an eng Tapisserei. Am Süden hu mir dann d'„Éilenger Konschtwierk“; dat ass en Atelier, deen, wéi den Numm et scho seet, méi kënschtlerech orientéiert ass. An hei am Zentrum gëtt et dann de Kielener Atelier. Hei hu mir nach dat richtig, classescht Handwierk. Mir hunn hei eng Schlässerei, eng Schneiderei, eng Schräinerei an eng grous Kiche mat Restaurant. Am Kielener Atelier schaffen 55 Leit mat engem psycheschen Erkrankung. Déi Leit hunn eng Psychose, eng schwéier Erkrankung, ënner anerem Schizophrenie oder eng affektiv Steierung, Depressiounen, an dann och Leit mat Perséinlechkeetssteierungen, wéi zum

Beispill Borderline. Sekundär hu mir och Leit hei, déi Drogen a Suchtproblematiken hunn. Do kucke mir awer wéi schwéier déi Problematik ass. Wann d'Sucht ze schwéier ass, da soe mir zu de Leit, si sollen sech fir d'éischt ëm hir Sucht bekëmmere an eng Therapie maachen. Duerno kënnen si dann nach eng Kéier eng Ufro maachen, fir heihinner schaffen ze kommen.

Halina: Firwat hutt dir misse plënnere?

Werner Koch: Den Atelier vu Walfer ass 1990 gegrënnt ginn a mat der Zäit war en ze al an huet och net méi dem Sécherheitsstandard entsprach, deen een haut brauch, zum Beispill wat d'Hygiëne am Kichebetrib mee och d'Sécherheet am Generelle betrëfft. Dat war deemools alles a klengen Halen opgebaut. Haut gi ganz aner Ufuerderunge gestallt, wat d'Sécherheet an d'Hygiëne ugeet. Mir hate Chance, dass de Ministère de la Santé onsem Wonsch noginn huet, en neien Atelier ze sichen an hunn 2011 dunn dat heite kritt, wat schéin ass an och de Standarden entsprécht.

Misch: Dir sot, dass d'Zil ass, d'Leit erëm op den éischten Aarbechtsmaart ze integréieren; wéi vill Persounen hutt dir schon aus dem Kielener Atelier integréiert kritt?

Werner Koch: An der Regel leie mir bei 5%. Et si jo och schwéier Erkrankungen. Zum Beispill eng Psychos: Dat ass eng liewenslaang Erkrankung mat Auswierkungen op ganz vill Beräicher. Et hu misse geplangte Carrièren ofgebrach ginn, de Liewenswee huet sech komplett geännert. Dat ass natierlech e Schock fir déi Persoun, wou dat betrëfft. An da kënnst jo och hiert Ëmfeld, dat dorënner ze leiden huet. Déi Mënsche mussen och emol fir d'éischt



léieren, mat der Krankheet ëmzegoen an domadder ze liewen. Akzeptéieren ze léieren, dat ass och net esou einfach. Fir déi Krankheet ze bewältegen, kréien d'Leit jo och Medikamenter. An déi Medikamenter hu Niewewierkungen. De Prozess brauch seng Zäit. Fir e jonke Mënsch vun 20 Joer, deen säi Liewe wëll ufänken, ass dat eng grouss Ëmstellung. Wann elo esou ee Mënsch an der Léier ass oder e wëll studéieren, an e stellt da fest, dass hien esou eng Krankheet huet an alles ofbrieche muss, da bleift him oft näischt aneschters méi iwwereg, wéi op sozial Hëlfelefen zeréckzegräifen. Dofir si mir dann och do, fir nei Liewensweeër ze sichen an de Mënsch esou gutt wéi méiglech erëm an d'Liewen ze rehabilitéieren.

Coco: *Dat heescht, déi Leit kréien awer den RMG, obwuel si heihinner schaffen kommen?*

Werner Koch: Also mat der Finanzéierung ass et ënnerschiddlech, do ass an de leschte Joeren e grouse Fortschrëtt geschitt. Mir hunn hei déi Chance, der Halschent vun de Leit e feste Kontrakt unzabidden, mat alle Rechter a Flichten, déi domat verbonne sinn an déi dann och de Mindestloun kréien. Dat heescht, déi Persounen, déi 1 oder 2 Joer stabill hei matschaffen an och hei weiderschaffe wëllen, kënnen hei e festen Aarbechtskontrakt kréien.

Mme Stumpf: Dann hu mir nach Leit, déi den RSH oder den RPGH (revenu pour salariés handicapés) bezéien oder am RMG ënnert enger ATI schaffen, well mir hei nëmmen eng begrenzten Zuel vu Kontrakte kënnen ubidden. Dat heescht, d'Halschent vun de Leit déi hei schaffen, hunn e festen Aarbechtskontrakt, an déi aner Leit bezéien en anere Loun (RSH, RPGH, RMG,...). De Problem ass eeben deen: soulaang keen, deen e Kontrakt huet, entweder um éischten Aarbechtsmaart e Kontrakt kritt, oder

aus soss engem Gerond de Kontrakt opgëtt, kënnen mir kenger anerer Persoun e feste Kontrakt ubidden. D'Unzuel vun de Kontrakten ass festgeluecht.

Jeff: *Dir fäert och, dass dat ze vill géif ausuferen, wann ze vill Leit e festen Aarbechtskontrakt kréien?*

Mme Stumpf: Dat net onbedéngt. D'Iddi war jo ursprénglech fir jidderengem en Aarbechtskontrakt unzabidden. Et huet awer keen domadder gerechert dass déi Zuelen esou explodéieren. Am Ufank war et 1 Site zu Walfer, elo sinn et der mëttlerweil 4. An trotzdem hu mir nach extreem Waardelëschten, fir iwwerhaapt eranzekommen. Menger Meenung no ass dat net ugepast ginn un d'Zuele vun de Leit, déi Aarbecht sichen.

Werner Koch: Vun Ufank un hu mir eng Conventioun mam Ministère de la Santé a mir schaffen do ganz gutt zesummen. Mir ginn och vill ënnerstëtzt. Zum Beispill den Ëmzuch konnte mir och nëmme maachen duerch de Ministère de la Santé an dann och déi finanziell Ënnerstëtzung. Zum Beispill ons nei Hal, déi dann och mat deels neie Maschinne beluecht ginn ass. Wann een dat kuckt, da si mir a ganz gudden Hänn. D'Santé wëll jo och, dass een Deel vun de Leit erëm an d'Aarbecht erakënnt, an d'Halschent vun de Leit soll och an Therapie bleiwen. Dat sinn déi Leit, déi nach net bereet sinn, fir kënnen um éischten Aarbechtsmaart duerchzehalen.

Marco: *Wann d'Leit elo hei fäerdeg sinn, a si hunn d'Méiglechkeet an den éischten Aarbechtsmaart ze kommen, ass dann*

de Vertrag hei ofgelaf oder wéi funktionéiert dat?

Werner Koch: Jo, mee do gi mir de Leit och e gewësse Schutz mat op de Wee. Wann si eis verloossen an da feststellen, dass et net esou geet, wéi si sech dat virgestallt haten, da kënnen si während engem Joer zeréckkommen. De Kontrakt bleift fir d'Persoun op.

Marco: *Ass dat eng Nobetreiung?*

Werner Koch: Genau. Si risquéieren de Schratt, wat jo och couragéiert ass. Si ginn dann op enger neier Plaz mat der Ongewëssheet konfrontéiert, mat deem, wat déi aner Leit vun hinnen denken. Et kann och z.B. virkommen, dass Leit no véier Wochen ofbrieche, well si mat den Aarbechtsbedéngungen net eens ginn. Do loosse mir da keen am Reen stoen an huelen d'Leit dann erëm zeréck.

Jeff: *Ech hunn eng Zwëschefro. Wéi laang kann een am Atelier thérapeutique beschäftegt ginn?*

Werner Koch: Hei kann ee vun 18 Joer bis zur Pensioun bleiwen, also bis 65 Joer.

Coco: *Dat heescht, et ass keng Begrenzung, wéi am ATI?*

Werner Koch: Nee, hei ass keng Begren-



zung. Mir hunn och vill Leit, déi eemol hei ugefaangen hunn, da no 4 bis 5 Joer fortgaange sinn, fir éirens aneschters unzefänken an no 6 Joer hunn se da gefrot, fir erëm heihinner ze kommen. Déi Leit huele mir dann och erëm zeréck. Et kann een och de Beräich wiesselen. Wann een zum Beispill an der Schräinerei schafft an da feststellt, dass dat kee Spass mecht, da schwätze mir mat der Persoun a kucken, wat hir besser gefält.

Nathalie: *Wéi kommen déi Leit heihinner?*

Werner Koch: Déi Leit, déi heihinner

Werner Koch: Dat gëtt et och. Mir hunn och Leit, déi sech hei wuelfillen, déi op anere Plazen net eens ginn. Dat gëtt awer mam Psychater a mat eis ofgeschwat.

Misch: *Déi Menschen, déi d'Leit hei betreien, wat fir eng Funktioun hunn déi?*

Werner Koch: Ech sinn de Chargé de Direction, d'Mme Stumpf ass ons Psychologin. Dann hu mir nach eng 3. Persoun, déi als Assistante sociale schafft. D'Mme Stumpf huet vill Gespréicher mat de Leit, wat dat psychescht ugeet, z.B. wa Leit Bedierfnesser hunn iwwert hir Krankheeten oder iwwert hir Problemer ze schwätzen. An eis Assistante sociale bekëmmert sech ëm de Congé, alles wat Pabeiere betrëfft an ëm de soziale Suivi.

Coco: *Hutt dir en Dokter am Haus, dee mat iech zesammenschafft?*

Werner Koch: Nee, dat hu mir am Prinzip net. Mir hunn do e Psychiater, dee vun ausserhalb kënnt, esou eng Aart

kommen, kennen ons. Mir maachen zum Deel Netzwierkarbecht, mir schaffen also vill mat anere soziale Strukturen an Institutiounen zesummen. Da lueden mir och alt Leit an, wéi zum Beispill iech. Doduerch maache mir eis och bekannt. Et ginn och Leit, déi e Kolleeg hunn oder soss ee kennen, deen hinne geroden huet bei ATP kucken ze goen. Oder se gi vun Dokteren heihier geschéckt. Wichtig ass fir eis just, dass d'Leit motivéiert sinn, fir bei eis matzeschaffen.

Jeff: *Gëtt et dann och Leit, déi heihinner komme mat 18-19-20 Joer, déi dann ee Liewe laang wëllen hei bleiwen?*

Supervisor. Déi Leit, déi hei schaffen, hunn d'Fräiheet hiren Dokter an hire Psychiater selwer ze wíelen.

Coco: *Wann elo e Mataarbechter z.B. de Kapp wéi huet, musst dir dann do den Dokter froen, ob hien eng Aspégic kréie kann*

Werner Koch: Mir ginn de Leit hei generell keng Medikamenter. Mir si jo keng Dokteren. Just den Dokter ka Medikamenter erausginn an do hale mir eis och drun. D'Leit kréie jo scho Medikamenter, a wann een dat mat z.B. Aspirin vermëscht, da kéint dat de Leit evtl schueden.

Halina: *Wéi vill Leit kënnen maximal beim ATP schaffen?*

Werner Koch: A sämtlechen Ateliere schaffen 185 Leit. Dovunner 55 hei zu Kielen.

Halina: *A wéi ass d'Rotatioun hei mat de Leit mam Kommen a Goen?*

Werner Koch: Vun 2003 un, wou ech hei ugefaangen hunn, si bis elo véier Leit fortgaangen, fir op dem normale Marché ze schaffen. Also eng gewësse Rotatioun gëtt et schonn.

Nathalie: *Kommen dann d'Leit aus dem ganzen Land heihinner?*

Werner Koch: Jo dat ass de Virdeel hei zu Lëtzebuerg. D'Distanz ass net esou grouss. Sou kann een zum Beispill zu Déifferdeng an den Zuch klammen an zu Schieren erëm eraus.

Marco: *Ech hunn nach eng Fro, wat d'Patiente betrëfft, déi hei sinn. Et gi jo och Patienten, déi net erkennen, wat fir eng Krankheet si hunn. Wat mech interesséiert, déi Leit, déi heihinner kommen, wee setzt d'Ziler fest, wat si wëllen erreechen?*

Werner Koch: Dat maache mir mat der Persoun selwer. Mir stelle mat der Persoun e Rehaplang op. Do schwätze mir mat der Persoun, fir ze kucken, wat si erreeche wëll. Mir huelen dann awer och Kontakt mat anere Strukturen wéi z.B. dem Réseau Psy oder dem Centre de Santé mentale op. No engem Joer kucke mir dann, ob de Patient seng Ziler erreecht huet a wat nach ze maachen ass, an da kënnen mir dat ugoen. De But ass ëmmer déi sozial a berufflech Réintegratioun vun de Leit an eis Gesellschaft.

D'Redaktioun vun der Stëmm vun der Strooss seet Iech Merci fir den Interview

Marco

Interview

mam Dr. Arno Bache

Misch: Dr. Bache, kënnt Dir ons Är Aarbecht e bëssen erklären, als Chef de Divisioun vum Ministère de la Santé?

Dr. Bache: Ech si Chef de Divisioun, an ech schaffen an der Direktioun vun der Santé. D'Direktioun vun der Santé ass eng Verwaltung. Mir këmmen ons ëm verschidde Saachen. Déi gréisste Chantiere sinn d'Maladies de la dépendance, wou alles dorënner fällt, wéi z. B. Alkohol, Drogen, Medikamenter, Computersucht an d'Santé mentale am Beräich extra-hospitalier. An dann alles, wat nach ënnert „Médecine sociale“ fällt, z. B. Service de rééducation précoce – „Hëllef fir de Puppelchen“, d'Association luxembourgeoise des groupes sportifs pour cardiaques. Mir hunn eng Conventioun mat der Fondation Cancer, mat der Patientevertriedung a mat nach enger Rei anerer. Heibei bekëmmere mir ons ëm alles, wat mat der Planifikatioun, mat der Organisatioun a mam Financement ze dinn huet.

Ech selwer si responsabel fir déi generell Koordinatiounen vun der Divisioun.

Ech hunn eng Partie Mataarbechter, zum Beispill den Dr. Origer Alain, deen sech ëm d'Ofhängegkeetskrankheete bekëmmert an d'Dr. d'Alimonte Juliana, déi sech méi ëm de Beräich Psychiatrie bekëmmert.

Wat och eng wichteg Aufgab ass, ass d'Applizéiere vum Gesetz vum 8. September 1998, wat d'Relatiounen tëschent dem Staat an den Organisatiounen, déi am sozialen – Familljen – an therapeutische Beräich aktiv sinn, reegelt.

Des weidere sinn ech och responsabel fir d'Relatiounen mat 36 verschidde Servicer, déi vu 26 verschiddenen Associatiounen geréiert ginn. Ech muss kucken, wat si mat de Sue vum Staat maachen an ob

si dat maachen, wat si an der Conventioun mat ons ënnerschiwwen hunn. Ech sinn och verantwortlech, fir d'Budgeten opzestellen an ze kontrolléieren, wann d'Leit Sue froen, wou déi higinn a wat domadder gemaach gëtt.

Misch: Dir sidd Grënnungsmitglied vun der Stëmm vun der Strooss. Kënnt Dir ons eppes vun der Grënnung vun der Stëmm vun der Strooss erzielen? Aus wéi enger Iddi eraus ass dat entstanen?

Dr. Bache: Ech war virun 30 Joer Benevole bei der Caritas am Foyer de Nuit a bei der Téistuff. Do hunn ech den Här Schauss kenne geléiert. Ech hunn do d'Leit gesinn a mech ëmmer gefrot, firwat dass si keng Méiglechkeet krute fir ze schaffen.

Enges Daags souze mir am alen Atelier thérapeutique vun den ATP zu Walfer. Dat waren de Roland Kolber, deen déi Zäit Chargé de direction zu Walfer war, de Kantz Robert, dee war déi Zäit Direkter vum CRP-Santé, an ech. Do hu mer dann doriwwer nageduecht, wat een do beweegen kéint, fir deene Leit ze hëllef. Mir sinn zur Conclusioun komm, dass mer wahrscheinlech am beschte virukommen, wa mer et selwer an d'Hand huelen. Deen Owend hu mir dann déi éischt Versioun vun de Statuten an och de Projet geschriwwen. Déi Zäit war de Marcel Reimen hei Premier Conseiller, deen huet dat och direkt ënnerstëtzt. Déi éischt Iddi war, vue dass et jo schon am Ausland déi éischt Zeitung gi sinn, dass mir dat och wëlle probéieren. Et hat och direkt de Virdeel, datt mir domadder vill Leit errechen. Mir kënnen d'Leit sënnvoll beschäftegen, mir kënnen iwwert d'Problematik informéieren. Also d'Zeitung war déi éischt Iddi. Elo huet et geheescht, wéi soll d'Zeitung dann heeschen? Do war dann och ee vun äre Kolleegen, de Serge, deen den Numm „Stëmm vun der Strooss“ fonnt huet.

Misch: Wéi definéiert Dir den Atelier thérapeutique, an zënter wéini gëtt et dat Konzept hei am Land?

Dr. Bache: Also ech mengen, den éischten Atelier war d'Cap. Duerno sinn de Kräizbiere an den Nossbiere komm. Dat war am Behënnerteberäich, dat waren Atelier-protégéen. Wéi mir du mat der Beschäftegung am Beräich vun der Psychiatrie ugefaangen hunn, sinn och d'Ënnerscheeder zwëschent dem Atelier protégé



an dem Atelier thérapeutique gemaach ginn. Den Haaptënnerscheid ass, datt am Atelier protégé eng Behënnung do ass, déi ka prozentual definiert ginn. An der Psychiatrie ass dat allerdéngs net méiglech. D'Psychiatrie ass eng Krankheet, an do ass jo och iwwert Therapie an d'Medikamenter Verschiddenes oder zimlech vill méiglech. Doduerch ass et do vill méi schwéier, de Grad vun der Behënnung festzehalen. Bei enger psychiatrescher Krankheet kann een 2 Woche ganz gutt sinn, an dann eng Kéier 3 Deeg ganz schlecht. Wa mir 2 Bee feelen, dann ass mäi Prozentsaz vu Behënnung stabil. Dat ass den Ënnerscheid zwëschent deenen zwee. En plus wollte mir an der Psychiatrie verhënnere, dass d'Leit ze séier als Behënnert declareiert ginn, well do awer nach ëmmer eng Méiglechkeet besteet, dass d'Leit erëm fit a gesond ginn.

Marco: D'Ateliere vun der Stëmm vun der Strooss sinn Ateliers thérapeutiques. Mir hu gelies, dass an engem Atelier thérapeutique soll ouni Drock geschafft ginn, trotzdem musse mir all Dag um 11.30 Auer d'lesse fäerdeg hunn, mir musse 5 Zeitungen am Joer erausbréngen, an der Schweesdréps musse si d'Trikote fir den nächste Match fäerdeg gewäsch hunn, dat alles ass jo awer och Drock. Ass dat dann net e Widdersproch zur Definitioun vum Atelier thérapeutique?

Dr. Bache: Een Ënnerscheid ass, dass d'Atelier-protégéen alleguer iwwert de Ministère du Travail finanziert ginn. An d'Ateliers-thérapeutiques ginn iwwert de Ministère de la Santé finanziert. Beim Ministère de la Santé ass den therapeutische Wäert vun der Beschäftegung e wichtegt Element, woubäi d'Ateliere vum Ministère du Travail éischer op d'Produktioun ausgeriicht sinn. Beim Ministère de la Santé ass kloer, d'Stëmm kritt z. B. esou vill fir d'Infrastrukturen, d'Équipement, d'Frais de personel, d'Frais de fonctionnement. Beim Ministère du Travail kritt dir Sue vun hinnen, mee et ass och ganz kloer, d'Recettë si fest an der Berechnung mat dran. Dat heescht, dann hutt dir och ee gewësse Leeschtungsdrock. Dat ass bei ons net esou. Bei eis entsteet den Drock net. An ech muss soen, bei der Stëmm vun der Strooss klappt dat jo och ganz gutt. Mee och wann elo aus iergendwelleche Grënn d'Produktioun erfoguet an et komme manner Recetten eran, dann ass d'Existenz awer net gefährdet. Da gëtt gekuckt, wat een zesumme maache kann.

Misch: Dir als Ministère de la Santé, Dir finanziert jo de Kader vun der Stëmm vun der Strooss an dann d'Leit, déi bei ons schaffen, déi si jo allegueren am RMG an am ATI, an déi

gi jo iwwert de Familljeministère bezuelt. Huet d'Santé keng Méiglechkeet, fir d'Leit direkt ze bezuelen?

Dr. Bache: Dir wësst jo dass, wann een den RMG kritt, da kann ee keen anere Revenu kréien.

Et si jo och Leit do, déi keen RMG kréien, z. B. wann eng Persoun manner wéi 25 Joer al ass, dann huet si vum Gesetz hier nach kee Recht drop. Et gëtt an der Psychiatrie och eng Méiglechkeet, déi et bei der Stëmm vun der Strooss deelweis och gëtt, an zwar eng Prime d'incitation au travail. Mir mussen emol eng Kéier mam Verwaltungsrot doriwwer schwätzen, wéi dat festgehal gëtt. Theoretisch ginn et do Méiglechkeeten, mee do gëtt et awer e ganze Kader, do muss ee kucken, wat fir e Statut d'Leit hunn a wéi een dat definéiert.

Misch: Déi nächst Fro ass, wann een an engem Atelier protégé schafft, ob et da méiglech ass, aus deem Atelier erëm op den éischten Aarbechtsmaart ze kommen?

Dr. Bache: Also d'Méiglechkeet besteet erëm op den éischten Aarbechtsmaart eranzekommen, mä et ass net einfach. Wann ech soen, dass mir tëschent 3% a 5% leien, da soen ech do näischt Falsches. An der Lescht war et wierklech schwierig.

Marco: Wat kann een Ärer Meenung no verbesseren, fir dass Persounen op den éischten Aarbechtsmaart zeréckkommen?

Dr. Bache: Als éischt emol muss ech soen, dat hänt och vun der allgemenger Wirtschaftslag of. An den 80er Joeren, wéi ech ugefaangen hunn, do waren nach ganz vill Aarbechtsplazen, déi et haut net méi ginn, z. B. als Magasinier konnt een do Leit beschäftegen. Do ass nach net alles iwwert ee Computer gelaf. Bei engem Supermarché d'Caddien zeréckféieren. Et goufen och nach kleng Betriber, Familljebetriber, wou de Patron dann nach 1 oder 2 esou Leit ageballt huet. Dat gëtt et haut net méi esou. Wat ech staark bedauern. Et kann een dann hoffen, dass sech d'Wirtschaftslag an der nächster Zäit ännert.

An da muss een och probéieren, d'Mentalitéiten ze änneren, Virteeler ofbauen, fir datt och d'Clientë vun der Stëmm eng Chance kréien.

D'Redaktioun vun der Stëmm vun der Strooss seet iech Merci fir den Interview.

Marco

Klick

Stemm Caddy : 148 tonnes de denrées alimentaires récupérées grâce au ministère de la Santé, Auchan et Vodafone en 2015

C'est en présence de la Ministre de la Santé, Lydia Mutsch, du directeur de l'hypermarché Auchan Luxembourg, Marc Gueuzurian et des membres du comité caritatif local de Vodafone, Julie Florentin, David Russell et Emine Bozdogan, que Marcel Detaille, Président de l'asbl Stëmm vun der Strooss et Alexandra Oxacelay, chargée de direction de l'association ont présenté le projet Caddy :

Suite au déménagement dans les nouveaux locaux 7, rue de la Fonderie à Hollerich au mois de novembre 2013, l'ancien restaurant situé 105, rue du cimetière à Bonnevoie a été destiné à une nouvelle activité.

Depuis le début du mois de février 2014, chaque semaine, 300 colis alimentaires contenant des produits secs, des produits laitiers et un fruit y sont confectionnés pour être redistribués gratuitement dans les restaurants sociaux de Hollerich et de Esch-sur-Alzette ainsi qu'à d'autres associations qui accueillent des personnes dans le besoin. Ces asbl, pour n'en citer que quelques unes sont : Jugend an Drogenhellef, Fraen an Nout, Foyer St Martin ou encore Abrigado.

Le lancement de l'atelier thérapeutique Caddy a permis non seulement de faire travailler 22 personnes, mais également de répondre à un besoin primaire : celui de garantir l'accès à la nourriture à des personnes sans droits et à des personnes souffrant d'une maladie de la dépendance pour lesquelles se nourrir sainement n'est pas prioritaire. Si 148 tonnes de fruits et légumes, pain, lait, produits secs, viennoiseries, charcuteries et produits laitiers ont pu être distribués sur les sites de Luxembourg et de Esch-sur-Alzette en 2015 contre 109 tonnes en 2014, c'est bien parce qu'il existe un réel besoin.

Les 22 personnes encadrées au sein du Stëmm Caddy ont différentes tâches : les chauffeurs se rendent chaque jour à Auchan afin d'y récupérer les produits spécialement triés pour l'association. Le jour même, ces aliments sont

transformés en sandwiches, packs alimentaires, soupe et jus de fruits frais.

Le projet lancé en février 2014 a été présenté, aux mois d'avril et de mai, à différents services sociaux qui œuvrent dans le domaine de la distribution alimentaire – telles par exemple les épiceries sociales de la Croix-Rouge et de Caritas ou encore la banque alimentaire. Par conséquent, le Caddy est complémentaire à l'offre déjà existante.

Très souvent, la majorité des personnes défavorisées, que ce soient des sdf, des personnes vivant dans des foyers d'urgence ou logées dans une petite chambre au-dessus d'un café, n'est pas en mesure de se préparer à manger convenablement. Il est donc essentiel que ces personnes se voient proposer des produits directement consommables.

Finalement, l'importance accrue du projet Caddy se manifeste par le fait que le restaurant social de Hollerich, ne désemplit pas et la barre critique des 200 repas servis chaque jour a été franchie au mois de septembre.

Si on compare les chiffres d'une année à l'autre, on constate une augmentation de 17% puisqu'en 2014, 38 883 repas ont été servis contre 45 722 en 2015. Autre chiffre alarmant : 2 697 personnes différentes ont été accueillies l'année dernière contre 1 703 l'année précédente, soit une augmentation de 1 000 personnes, ce qui correspond à 58%.

Alors, pour continuer à préparer ces repas, et pour répondre à la demande croissante, des transformations ont été réalisées en novembre 2015 au sein du Caddy. Coûts : 40 000 €. La cave a entièrement été aménagée, une cellule frigorifique y a été installée, une buanderie et de l'espace de rangement et de stockage ont été créés.

Auchan s'implique dans la vie de la société

Le directeur de l'hypermarché Auchan, Marc Gueuzurian a souligné que :

« Auchan Luxembourg a souhaité assumer pleinement son rôle d'entreprise solidaire et

responsable en appuyant un projet en faveur des plus démunis et s'est associé à la Stëmm vun der Strooss depuis le 10 février 2009.

En effet, à cette période notre volonté était de lutter contre le gaspillage alimentaire et nous cherchions une structure capable de collecter les denrées alimentaires périssables qui approchent de leur date limite de consommation et de les redistribuer aux personnes dans le besoin dans le respect de la sécurité alimentaire.



Nous avons rencontré Alexandra Oxacelay, nous avons partagé un repas au sein de l'association et avons pu constater sur place que nous étions en mesure de répondre à ses besoins, c'est donc tout naturellement que nous nous sommes engagés aux côtés de la Stëmm vun der Strooss.

Notre charte « Qualité-Fraicheur » prévoit le retrait des produits alimentaires des rayons suffisamment longtemps avant leur date limite de consommation afin de laisser à nos clients le temps de les consommer, ainsi nous retirons par exemple les yaourts et la charcuterie emballée une semaine avant la date limite de consommation, ce qui nous laisse l'opportunité de les donner à l'association.

Notre souhait a toujours été de progresser dans cette démarche au rythme des besoins de l'association et de sa capacité à traiter et redistribuer les produits dans le respect de la sécurité alimentaire.

Dans un premier temps, nous donnions du pain, des produits secs et des fruits et légumes, puis rapidement, l'association s'est structurée et a obtenu les autorisations nécessaires pour recevoir les produits des rayons crèmerie, puis charcuterie.

Depuis février 2014, la création de l'atelier

thérapeutique « Stëmm Caddy » nous a permis de renforcer notre partenariat et d'augmenter significativement les quantités données à l'association.

Cet atelier est entièrement dédié à la transformation et à la redistribution des denrées alimentaires que nous fournissons désormais chaque jour au lieu de deux fois par semaine. Ce qui représente 6 tonnes de denrées alimentaires par mois au lieu d'une tonne par mois auparavant.

Enfin, aujourd'hui, nos efforts communs nous ont permis de mettre en place une procédure et d'obtenir les autorisations nécessaires à la récupération de la viande. C'est à nouveau un grand pas en avant et une formidable avancée pour nous tous, qui dans un contexte difficile, permettra à l'association de venir en aide à un plus grand nombre de personnes dans le besoin.

Si nous sommes aux côtés de la Stëmm vun der Strooss c'est pour affirmer notre volonté de ne pas être qu'un simple acteur du commerce, mais de nous impliquer dans la vie de la société.

Ainsi nous participons régulièrement aux actions menées par l'association comme le repas de Noël, les journées bien-être ou encore l'organisation d'un atelier d'emballage cadeau au sein de la galerie marchande. Ce dernier a permis cette année à la SVDS d'impliquer et de valoriser plusieurs personnes dans le besoin et de collecter près de 7000 €.

Ainsi, dans une conjoncture économique plus difficile, nous souhaitons augmenter notre vigilance à l'égard de la situation des personnes les plus fragiles. »

Alexandra Oxacelay, chargée de direction de l'asbl Stëmm vun der Strooss a poursuivi pour dévoiler les nouveautés du projet :

« Je remercie le service de la Sécurité alimentaire du ministère de la

Klick



Santé qui nous a guidé tout au long du projet. Un grand merci aussi à Auchan et à Vodafone pour leur soutien logistique et financier, pour leur appui concret et flexible et tout particulièrement pour les valeurs que nous partageons. A mes yeux, cette réussite se résume par 5 mots clefs : flexibilité, rapidité, qualité, engagement et solidarité.

En juin de l'année dernière, via notre interlocutrice Julie Florentin, nous avons adressé notre demande par courrier à la Fondation Vodafone. En novembre Vodafone nous a fait le généreux don de 46 400 € ce qui nous a permis d'acheter une deuxième camionnette frigorifique. Je tiens à souligner que la première camionnette qui nous a permis de débiter le projet en 2013 a également été financée par la Fondation Vodafone pour un montant de 40 000 €. A l'époque, la même équipe composée par Deltef Schultz, Julie Florentin, David Russell et Emine Bozdogan était en place.

A tout moment, et depuis le début de notre partenariat qui remonte à 2009, Auchan a su se montrer flexible en s'adaptant à nos besoins.

En la personne de Didier Lécaillon, nous avons trouvé un partenaire engagé. Parce qu'il est sur le terrain depuis de nombreuses années, il connaît tous les rouages du système. Sans son aide, ses compétences professionnelles et ses conseils, nous n'aurions pas reçu aussi rapidement, à savoir au mois de décembre, le feu vert de la part du service de la Sécurité alimentaire du Ministère de la Santé pour récupérer de la viande afin de la retravailler à partir du site de Schoenfels, sur lequel se trouve le centre de post thérapie de la Stëmm.

Last but not least, j'adresse mon très grand respect à Monsieur François Remy qui n'a pas pu venir aujourd'hui parce qu'il a accepté de nouvelles missions en Roumanie. Sans lui, le Caddy n'existerait pas aujourd'hui. Après avoir soutenu les Restos du Cœur en France, Monsieur Remy est l'initiateur du Caddy au Luxembourg. »

Communiqué: Les femmes de Foxtrott sans barreaux

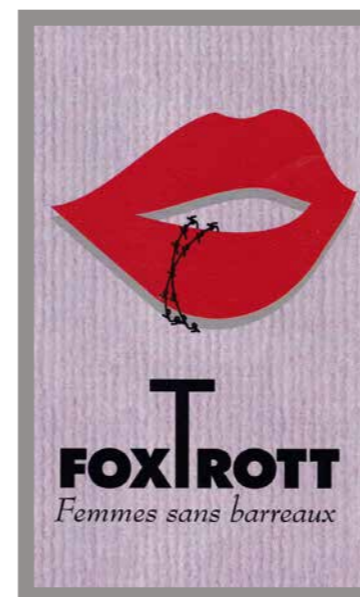
« On va montrer que même si on est incarcérées, on n'a pas perdu pour autant la capacité de penser, ni de rêver, d'aimer, de souffrir et de rire ; on reste des êtres humains. »

Vous cherchez un livre original ? Vous êtes-vous jamais demandé ce qu'est la vie derrière les barreaux ? Foxtrott est un livre rédigé par des prisonnières qui nous fait pénétrer dans les pensées, les sentiments, les rêves et les idées de femmes incarcérées au centre pénitentiaire au Luxembourg à la fin des années 90.

Le livre est un recueil de réflexions des femmes du bloc « F » de Schrassig (d'où le nom Foxtrott), et les dernières copies sont disponibles à la vente via la Stëmm vun der Strooss.

Ce livre pas comme les autres est un recueil d'histoires courtes, de poèmes, d'interviews, de monologues et de dialogues avec ces femmes emprisonnées, sur une variété de sujets. Publié en 1998, il fait environ 100 pages et reprend des textes écrits principalement en allemand et en français, mais également en luxembourgeois, espagnol et portugais.

Le livre coûte 20 € (frais de port compris). Si vous désirez en acquérir un, vous pouvez verser 20 € sur le compte de la Stëmm vun der Strooss LU63 0019 2100 0888 (BCEE) avec la référence « Foxtrott ». Les profits de la vente iront à la Stëmm.



Klick

Klick

Les supporters du Football Club Avenir Beggen récoltent des vêtements pour les sans-abris.

Les supporters du Football Club Avenir Beggen ont profité de leur visite au sein du restaurant social de la Stëmm vun der Strooss à Hollerich pour remettre un don. Ils avaient invité tous les fans de football à déposer des vêtements d'hiver chauds, des couvertures, des sacs de couchage et des duvets lors des matches.

« Nous avons lancé l'appel sur le site du club et sur notre page Facebook pendant plusieurs semaines, en demandant aux fans d'apporter les articles durant les matches de notre club », explique Paul Krier, un membre du groupe des supporters. « Nous avons eu l'idée de récolter des vêtements, car l'hiver est une période où les sans-abris sont plus vulnérables que le reste du temps. L'appel a été entendu, puisque nous avons 2 coffres de voiture remplis de

vêtements et de matériel divers pour aider les sans-abris durant ces mois plus froids ».

L'hiver est la période la plus compliquée pour les personnes vivant dans la rue et les aider en leur proposant des vêtements et un abri contre le froid sont la moindre des choses qu'on puisse faire pour tenter de les soulager.

Alexandra Oxacelay, Directrice de la Stëmmvun der Strooss, rajoute : « De telles initiatives sont particulièrement importantes en cette période de l'année ; au nom des sans-abris, je remercie les supporters du FC Avenir Beggen et tous ses fans qui ont fait la différence en offrant ce cadeau ».



Primafood offre un repas de Pâques à des personnes dans le besoin

L'entreprise Primafood a fourni à la Stëmm vun der Strooss 70 kg de poulet afin que des personnes dans le besoin puissent bénéficier d'un repas de Pâques le mardi 31 mars. La Stëmm vun der Strooss est un organisme qui propose une large gamme de services en vue de favoriser la réintégration sociale et professionnelle de personnes dans le besoin au Luxembourg.

Etablie en 1998, Primafood est située à Bascharage et emploie 25 collaborateurs. Grâce à ce don, 200 bénéficiaires du restaurant social de la Stëmm, situé au 7, rue de la Fonderie à Hollerich, ont pu bénéficier d'un repas spécial. Le restaurant social propose 200 repas par jour à ceux dans le besoin : des sans-abris, des personnes malades psychiques, des anciens détenus, des personnes dépendantes de la drogue et de l'alcool, des chômeurs de longue durée, des jeunes en décrochage scolaire et en général des personnes ayant peu pour vivre.



La Brasserie Alfa offre 160 repas aux plus démunis!

Cette année encore, la Brasserie du Grand Hôtel Mercure Alfa a renouvelé son soutien à l'asbl «Stëmm vun der Strooss» qui vient en aide à des personnes sans abri, toxicomanes, alcooliques, malades psychique, chômeurs de longue durée et jeunes en difficulté.

En effet, pour la cinquième année consécutive, la Brasserie Alfa qui est située 16, place de la Gare a ouvert ses portes aux personnes les plus démunies: les directeurs et chefs cuisiniers du groupe Accor Hôtels Luxembourg se sont associés à l'asbl «Stëmm vun der Strooss» pour offrir un repas consistant à 160 personnes dans le besoin.



A l'ouverture des portes, les personnes dans le besoin ont été accueillies avec un apéritif sans alcool. Comme le directeur, Willem Dullemond l'a souligné dans son mot de bienvenu : « Les repas ont été préparés par 5 chefs cuisiniers et ils seront servis par les 7 directeurs, les 3 directeurs adjoints du groupe Accor Hôtels Luxembourg et l'ensemble de leurs équipes. Au menu, un vrai plaisir gustatif : Hure de saumon mi frais mi fumé, sauce grelette, puis Paupiette de volaille à la féta tomate confite



et olive mixte, jus court aux légumes de Provence, purée de pommes de terre montée à l'huile d'olive amertume de la roquette, suivi de Gratte paille sur son lit de salade, et pour finir, un dessert dont le titre seul fera, je l'espère, saliver les papilles : Défragmentation de la tartelette chocolat. Il ne me reste plus qu'à vous souhaiter à toutes et à tous une bonne dégustation. »

La directrice de l'asbl, Alexandra Oxacelay, a ajouté qu'elle espérait que cette initiative d'entreprise socialement responsable servira d'exemple à d'autres qui s'en inspireront.

Une autre façon de soutenir l'asbl qui fêtera ses 20 ans cette année est de faire un don par simple virement sur le compte de l'asbl Stëmm vun der Strooss LU63 0019 2100 0888 3000 auprès de la BCEE. L'asbl ayant obtenu le statut d'utilité publique, les dons sont déductibles fiscalement.



Luxair soutient la Stëmm !

Depuis déjà 5 ans, la société Luxair soutient la Stëmm vun der Strooss. Cette année, elle renouvelle encore une fois son soutien à cette asbl qui vient en aide à des personnes sans abri, toxicomanes, alcooliques, malades psychique, chômeurs de longue durée et jeunes en difficulté, par la reconduction d'une importante ligne de crédit auprès du grossiste en alimentation « la Provençale ».

Cette offre va permettre à la Stëmm d'économiser sur le budget restauration. Ce qui est bienvenu, car face à l'augmentation de la fréquentation au sein du restaurant social de Hollerich, ce budget augmente d'année en année.

L'asbl Stëmm vun der Strooss reçoit par ailleurs d'autres formes de soutien de la part de Luxair, qui sont elles aussi très appréciables:

- la prise en charge des petites révisions du parc automobile, composé de 8 véhicules, ce qui permet également à l'ensemble de l'asbl de faire de substantielles économies ;



C'est John Daems, responsable de Primafood, qui a eu l'idée. Alexandra Oxacelay, directrice de la Stëmm a souligné : « Nous sommes très reconnaissants de toute aide que nous pouvons recevoir pour notre restaurant social, car malheureusement le nombre de visiteurs ne cesse d'augmenter ».

- une collecte de vêtements, afin de pouvoir ensuite en faire la distribution auprès des personnes aidées par la Stëmm ;
- une sensibilisation auprès du grand public, grâce à la publication d'un article dans le numéro de décembre du « Flydoscope », le magazine de bord de la compagnie d'aviation Luxair, imprimé à raison de 30'000 exemplaires, pour une audience de 200.000 lecteurs : le magazine est mis à disposition sur tous les vols Luxair, à l'aéroport de Luxembourg (20'000 exemplaires) et 10'000 envois nominatifs.

Et pour finir, n'hésitez pas à supporter la Stëmm à titre personnel : des dons peuvent être effectués par simple virement sur le compte de l'asbl Stëmm vun der Strooss LU63 0019 2100 0888 3000 auprès de la BCEE. Vous recevrez ensuite un certificat pour la déclaration d'impôts : L'asbl ayant obtenu le statut d'utilité publique, les dons sont déductibles fiscalement.

EQUIPE RÉDACTIONNELLE

Michel Hoffmann, Jm, eLKa, Zeckie, Skippy, Patrick, Angel, Cocoon, Flanter, M, Dahk Thor Cesar, C. R.

PHOTOS

Stëmm vun der Strooss, couverture: © theblackrhino / fotolia.com

CORRECTION

Lëtzebuergesch Sprooch an Orthographie: Christiane Ehlinger a Sonia Thewes,

LAYOUT

thelen | werbeagentur
www.thelen-werbeagentur.de

IMPRESSION

weprint
7A, rue de Bitbourg
L-1273 LUXEMBOURG

ABONNEMENT ET SOUTIEN

Vous pouvez soutenir nos actions en choisissant l'une de ces formules :

Abonnement journal + carte de membre : **20 €**
Abonnement journal : **15 €**
Carte de membre : **10 €**

en versant la somme correspondante sur le compte LU63 0019 2100 0888 3000
auprès de la BCEE

l'asbl Stëmm vun der Strooss disposant du statut d'utilité publique, les dons en notre faveur sont fiscalement déductibles des revenus nets, comme dépenses spéciales, si leur cumul est au moins égal à 120 euros par année d'imposition et dans la limite de 1.000.000 euros ou 20% du revenu imposable (loi modifiée du 4 décembre 1967).

RÉDACTION

7, Rue de la Fonderie
L-1531 Luxembourg
Tél. (00352) 49 02 60
Fax (00352) 49 02 63

redaktion@stemm.lu
www.stemm.lu

Stëmm vun der Strooss asbl est conventionnée avec le Ministère de la Santé et travaille en étroite collaboration avec la Croix Rouge luxembourgeoise.

Les articles signés ne reflètent pas nécessairement l'opinion de l'association.

Parution cinq fois par an.
Tirage 6000 exemplaires.



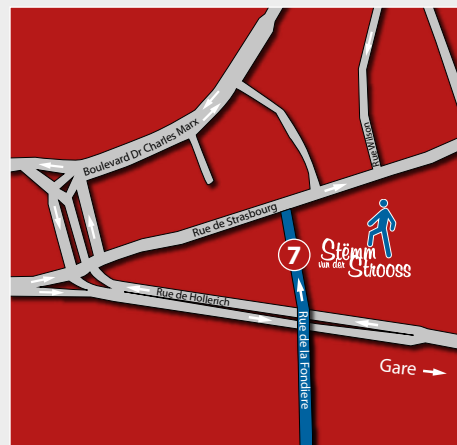
Rejoignez-nous sur facebook
Join us on facebook
Werde Mitglied auf facebook



▶ Stëmm vun der Strooss asbl

7, Rue de la Fonderie
L-1531 Luxembourg
Tél. (00352) 49 02 60
Fax (00352) 49 02 63
stemm@stemm.lu
www.stemm.lu

LUXEMBOURG



ESCH SUR ALZETTE

32, Grand-Rue
L-4132 Esch-sur-Alzette
Tél. (00352) 26 54 22
Fax (00352) 26 54 22 27
esch@stemm.lu
www.stemm.lu

